

green (tome 1)

web(maga)zine n°6 - numéro spécial 'eco-business'
artistique, écologique & éthique



the beautiful



ce web(maga)zine a été conçu de manière à limiter son empreinte écologique, il n'existe donc que sur Internet en deux versions, la première en couleur et illustrée par nos oeuvres, la seconde en noir&blanc ne comportant que du texte et destinée à l'impression sur papier

pour une lecture facile, vous pouvez jouer avec la loupe proposée par votre application de préférence Adobe Acrobat Reader® qui a l'avantage de ne pas flouter les images, afin de grossir le texte - de plus, Adobe Acrobat Reader® vous permettra de cliquer sur les liens qui se trouvent sur l'ours et à la fin de la plupart des articles

afin de lire les articles dans le métro ou confortablement installé(e) dans un fauteuil, veuillez télécharger et imprimer la version éco-conçue à cette adresse :

www.green-is-beautiful.com/-NOTRE-WEB-MAGA-ZINE-.html

pour vous abonner :
abonnement@green-is-beautiful.com

photographie de couverture & ci-contre : cyril ruoso

ce web(maga)zine est réalisé avec le soutien de l'association loi 1901 happy green

directrice de la publication & rédactrice en chef
laure maud

direction artistique
laure maud

secrétaire de rédaction
caroline cochet

graphiste
élise follin

photographes
laure maud, matthieu dortomb, alain pons, cyril ruoso & aurélia coulaty

illustratrice
élise follin, nikita-design & danièle beck

rédacteurs
sophie barbaize, caroline cochet, aurélia coulaty, aurélie delavaud, florian dezegher, alexis du fontenioux, emmanuelle grundmann & florence mazaud

rédaction
7, boulevard saint marcel - 75013 paris
06 11 31 83 09
www.green-is-beautiful.com.fr

vous aimez ce que nous faisons, pour contacter le studio graphique de
green is beautiful® ou la régie publicitaire, adressez-vous à laure maud : 06 11 31 83 09

pour vous abonner :
abonnement@green-is-beautiful.com.fr

les visuels et textes présents sur ce PDF sont sous licence creative commons, si vous
souhaitez utiliser l'un de ces éléments, merci de nous contacter :
laure.maud@green-is-beautiful.com.fr



photographie : laure maud

le web(maga)zine se fête l'agence s'expose

Un an est passé depuis la sortie de notre numéro 0, vous étiez 8 000 à l'avoir téléchargé. Vous avez été 25 000 à avoir téléchargé le dernier numéro consacré à une certaine économie (désincarnée) du vivant. Les sujets abordés étaient sombres, les perspectives parfois pessimistes, mais il nous tenait à cœur d'aborder des thèmes qui souvent « fâchent » et d'y porter un regard averti et impartial. Nous sommes très heureux que vous n'ayez pas été rebutés par tant de dureté.

Voici donc le numéro 6 - le tome 1 d'une série à venir de numéros consacrés à l'eco-business - qui, de voyages en interviews, vous convie à découvrir certaines richesses qu'il est possible de créer sans desservir ce qui nous entoure. Ce numéro retrace les parcours singuliers et audacieux de porteurs de projets innovants, de personnes qui ont su concilier développement économique durable, préservation de l'environnement et qualité de vie.

Le numéro de la rentrée sera lui consacré aux enjeux majeurs liés à la sauvegarde de la biodiversité, végétale et animale.

venez nous rencontrer

L'agence conseil en communication éco-responsable & développement durable GREEN IS BEAUTIFUL vous attend sur son stand au salon SEMD (Salon de l'Environnement & des Métiers Durables), au Palais Brongniart, du 12 au 14 Juin 2008.

Vous y ferez la connaissance d'experts en solutions durables officiant dans 8 secteurs d'activités. Un cycle de 17 conférences se déroulera également pendant ces trois jours.

Vous trouverez plus d'informations dans l'agenda p.69.

invitations & informations :

www.semd.fr/E-invitationSEMD.html

En vous souhaitant un bel été et de bonnes vacances.
Amicalement.

Laure Maud



juin 2008

p.8 > manifeste : mAn, pour la sauvegarde des grands singes

p.11 > édito : l'imagination au pouvoir, un slogan devenu une urgence
par alexis du fontenioux

[une économie] INNOVANTE :

p.15 > l'économie positive
par alexis du fontenioux

p.21 > cradle to cradle, rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme
par florence mazaud

[au service de] TOUS :

p.29 > 1% for the planet
par caroline cochet

p.32 > cdc biodiversité
par alexis du fontenioux

[un vent de] BIEN-ÊTRE :

p.36 > zvonko, les cosmétiques onusiennes
par florian dezegher & aurélie delavaud

p.42 > 50 salons pour vivre mieux & respecter l'environnement
par sophie barbaize & aurélie delavaud

[un air de] VACANCES :

p.50 > afrique : la face cachée de la nature
par emmanuelle grundmann

p.59 > escale verte dans les antilles bleues, ou les nobles vertus de l'ecolodging à saba
par aurélie coulaty

p.68 > agenda : SEMD, le salon de l'environnement et des métiers durables

p.70 > cabinet de lecture : une poésie de l'absence
par emmanuelle grundmann

sommaire



manifeste

mAn, pour la sauvegarde des grands singes

Le printemps arrive et avec lui les campagnes d'affichage vantant les nouveaux salons de jardin à bas prix en teck ou tout autre bois exotique. Et avec nos beaux jours et moments délicieux passés à siroter un verre bien installés sur nos chaises au milieu d'un gazon parsemé de pâquerettes, c'est une énième saison noire qui s'annonce pour les forêts tropicales et leurs habitants, notamment les grands singes qui comptent parmi les premières victimes de cette déforestation industrielle qui a déjà eu raison en moins d'un siècle des deux tiers de la couverture forestière tropicale.

Le survol des forêts tropicales de Bornéo ou Sumatra, refuge des derniers orangs-outans et de plusieurs espèces de gibbons est à cet égard révélateur. Partout, des plaies béantes, couleur sang, de latérite mise à nu, mutilent la sylvie tropicale. Plus loin, la forêt émeraude fait place à des titanesques monocultures de palmier à huile. Déforestation et trafic sont les deux principales menaces mettant en jeu la survie des grands singes asiatiques, qu'ils soient orangs-outans, gibbons ou siamangs. Aujourd'hui, après avoir exploité à outrance toutes les forêts indonésiennes non protégées, les bûcherons illégaux se sont attaqués aux parcs nationaux, les seuls disposant encore des essences nobles recherchées. Les autorités locales ferment les yeux quand ils ne participent pas eux-mêmes activement à l'exploitation du bois qui, par un système de corruption effrénée, entre dans le marché international en toute légalité.

photographie : cyril ruoso

manifeste

Ailleurs, en Afrique, où vivent tous les autres grands singes (gorilles, chimpanzés et bonobos), la déforestation avance également à grands pas. En Afrique de l'Ouest, seul 22,8% de la forêt tropicale subsiste, quant au bassin du Congo, même si de grandes étendues semblent encore intactes, d'autres sont exploitées par différentes entreprises européennes et asiatiques. Petit à petit la plus grande forêt d'Afrique se morcelle.

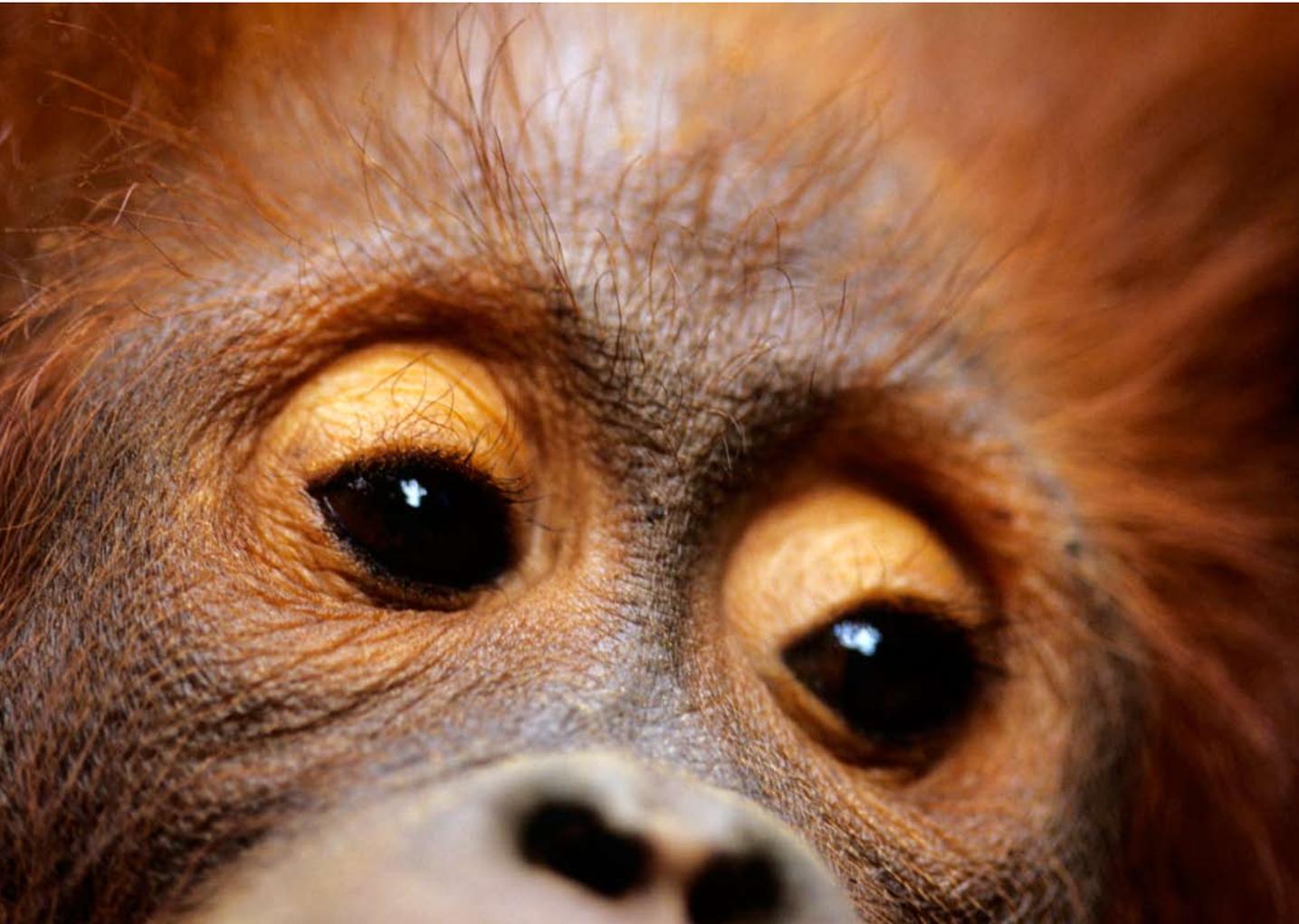
Mais, face à ce dramatique constat, pourquoi parler des grands singes et pas de multiples autres espèces comme des amphibiens, des scarabées et autres mille pattes également touchées par cette déforestation effrénée ? Parce que les grands singes, en plus d'être sur le fil de l'extinction, sont des ambassadeurs pour la forêt tropicale et pour tous ses hôtes sans distinction. C'est pour cette raison qu'une centaine de primatologues, anthropologues ou encore photographes ont lancé le 4 avril dernier le mAn, le manifeste pour les grands singes et la nature. L'objectif : obtenir 1 million de signatures de soutien (ce n'est pas une pétition et plusieurs personnes, même les enfants peuvent signer en utilisant une même adresse email) pour ensuite pouvoir faire pression sur les autorités et instances internationales ainsi que sur les multinationales consommatrices de forêts afin de mettre en place de vrais moyens de protection et de gestion durable de ces écosystèmes. Car des solutions existent... Mais ne sont pas ou trop peu mises en place.

Or, il est aujourd'hui urgent de se mobiliser pour stopper cet Ecocide comme nous le rappelle ce manifeste ! Car sauver les grands singes, c'est sauver les forêts tropicales, un écosystème essentiel pour la planète. La disparition à grande échelle de ces forêts, résultant d'une exploitation effrénée et sans aucune limite met en péril non seulement la survie de cet écosystème et de sa biodiversité associée, mais aussi celle des peuples indigènes en dépendant, et pose de graves problèmes environnementaux. La déforestation est aujourd'hui une cause majeure d'émission de gaz à effet de serre et donc du réchauffement climatique. La disparition de la forêt tropicale sera inévitablement le prélude à celle de l'Homo Sapiens Sapiens, l'Homme moderne. ▣



photographie : cyril ruoso

manifeste



photographie : cyril ruoso

Le manifeste mAn a été créé à l'initiative de :

Christophe Boesch, primatologue et Directeur de l'institut Max Planck à Leipzig, Allemagne

Hedwige Boesch, Présidente de la Wild chimpanzee fondation-nulhauser et éco-biologiste au Muséum d'histoire naturelle de Neuchâtel, Suisse

Blaise Mulhauser, éco-biologiste au Muséum d'histoire naturelle de Neuchâtel, Suisse

Emmanuelle Grundmann, primatologue et écrivain-reporter, Paris, France

le site du manifeste (en de multiples langues) :

www.apesmanifesto.org



édito

l'imagination au pouvoir

un slogan devenu une urgence

par alexis du fontenioux

Nous avons pu débloquer en quelques jours des dizaines de milliards de dollars pour sauver notre système financier confronté à une grave crise structurelle. Nous peinons aujourd'hui à rassembler quelques centaines de millions de ces mêmes dollars pour venir en aide à une quarantaine de pays confrontés à une crise alimentaire sans précédent. Ce constat fait par Dominique Strauss Kahn comporte une question sous-jacente : la sauvegarde du système est-elle plus importante que ses dommages collatéraux ?

un désastre annoncé

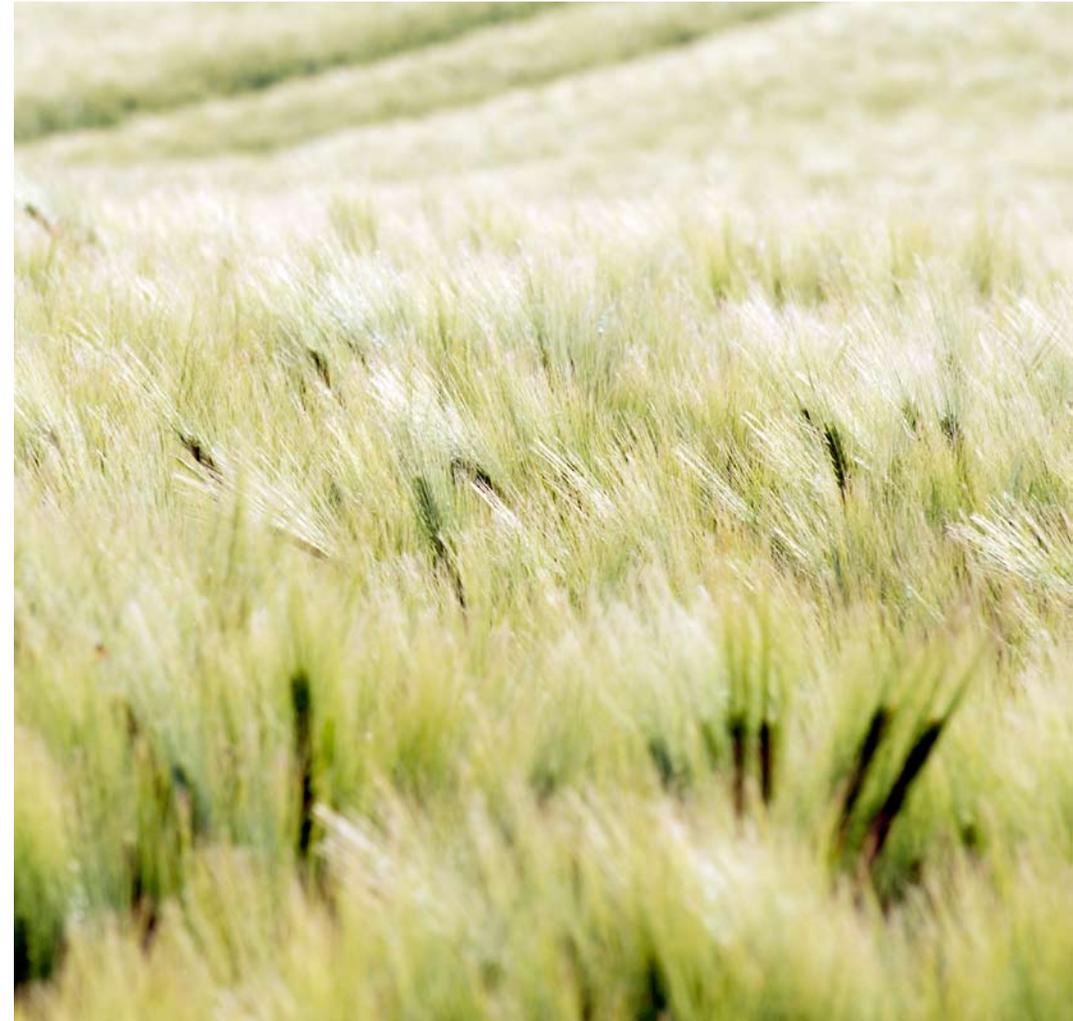
L'histoire récente a connu d'autres crises alimentaires majeures, lors des famines chinoises de la révolution culturelle, nous avons beau jeu de dénoncer l'incurie du système communiste à apporter le bonheur et l'abondance à ses populations. Une crise alimentaire est le signe révélateur de l'échec d'un système et celle que nous connaissons aujourd'hui est la conséquence concrète et directe de notre modèle de développement.

photographie : laure maud

Les causes de la crise actuelle sont connues depuis longtemps : les limites de l'aide au développement, l'obligation que nous avons créée pour les pays en voie de développement de se concentrer sur des monocultures dédiées à l'exportation, l'augmentation des bouches à nourrir corrélée à la diminution des surfaces cultivables, l'agriculture intensive et l'appauvrissement des sols, la désertification et l'impact du réchauffement climatique sur les productions agricoles. Nous étions donc prévenus. La surprise est venue de l'ampleur et de la rapidité du phénomène. Plus question aujourd'hui de déclarer que la crise est à venir, nous y sommes. Les responsables du Programme Alimentaire Mondial dont dépend directement la survie d'environ 80 millions de personnes annoncent la réduction de 40% de leur capacité à fournir l'aide nécessaire en raison de la crise actuelle. La survie de plusieurs millions de personnes est donc menacée, maintenant, tout de suite !

alarmisme et principe de réalité

Lorsqu'ils ne sont plus en situation de responsabilité, d'anciens hauts responsables des institutions internationales (FMI, Banque Mondiale) émettent leurs doutes quant à la capacité du système à assurer un développement efficace et durable. Joseph Stiglitz, ancien vice-président du FMI conclura même : « la libéralisation des marchés et la mondialisation, cela ne marche pas... cela ne marche pas pour l'environnement ». Ces discours n'ont pas eus d'échos, car si nous les entendons, nous ne les assimilons pas. De nombreux acteurs évitent les discours alarmistes au motif qu'ils génèrent une culpabilisation, considérée comme contre-productive dans l'appréhension des enjeux. Pourtant, l'alarmisme n'est pas un jugement moral, il n'est que l'expression d'un principe de réalité, la morale intervient dans ce que nous faisons de ce principe. Faut-il rappeler ici que les prévisions données par les différentes organisations internationales sont systématiquement en dessous de la réalité constatée tant dans leur ampleur que dans la rapidité des évolutions (réchauffement climatique, fonte des glaces, désertification, disparition de la biodiversité...). « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs ». Cette phrase qualifiée par certains de démagogique est plus que jamais d'actualité. Notre mode de pensée vis-à-vis de la nature et de l'environnement tarde à évoluer, notre approche est encore subjective, approche où l'homme et ses intérêts sont au centre des considérations, où l'environnement est à notre



photographie : laure maud



édito

service exclusif. Nous reproduisons les mêmes erreurs dans une fuite en avant, parce que nous optons en général pour des solutions de facilité. N'est ce pas là le syndrome OGM, alors que nous connaissons pertinemment le caractère irréversible et nuisible de l'introduction des OGM dans notre système agricole, notamment en termes de biodiversité ? Certes, on peut imaginer l'intérêt en termes de pouvoirs économiques et diplomatiques de maîtriser les circuits alimentaires mondiaux, cela n'en reste pas moins inacceptable. L'agriculture n'est pas seulement un commerce - la situation actuelle le prouve - c'est le premier échelon dans la pyramide des besoins, c'est pour une population la première étape d'un développement durable. Les solutions existent, Michel Griffon, auteur de « Nourrir la Planète » le rappelle : il est possible de valoriser les 10 cm de terre qui nous apportent nourriture et vie, en développer la productivité, les OGM ne sont pas nécessaires à la productivité agricole. Encore faut-il se donner la peine de travailler les solutions alternatives pour faire fonctionner plus intensivement les écosystèmes. Bien sûr, la crise alimentaire n'en est qu'à ses débuts, explosion démographique oblige. Il faudra, sur une superficie identique, trouver un moyen pour doubler la production agricole mondiale en deux générations. Nous pouvons bien sûr faire appel à des technologies nouvelles, dans la mesure où elles ne comportent pas de caractère irréversible, dans la mesure où elles servent un intérêt général au-delà des intérêts particuliers, dans la mesure où elles sont contrôlées de façon réellement indépendante. Le problème est complexe, difficile, mais tellement nécessaire !

l'urgence de la communication et de l'imagination

Dans tous les domaines, si nous acceptons le principe de réalité sans céder aux solutions de facilité, si nous comprenons que notre modèle n'est plus adapté à l'explosion démographique croissante, nous pourrions alors repenser la notion de progrès et de développement et surmonter les résistances aux changements. La première étape est de communiquer, de divulguer et d'informer sur le principe de réalité, sans avoir peur du caractère anxigène de celle-ci. Un climatologue américain déclarait en substance « Je suis dans la situation d'un scientifique de la NASA, sachant que la navette va exploser en vol et qui a le choix entre parler et se taire ». Maximilien Rouer, théoricien de l'économie positive, a commencé ses activités à partir du constat que « la connexion entre le monde scientifique et celui des entreprises n'existait pas, encore moins avec la sphère financière ». Ceux qui prêchaient hier dans le désert, considérés comme des fous illuminés, commencent doucement à se faire entendre, c'est un début. Le début de l'imagination au pouvoir ! ▣

photographie : laure maud



l'économie positive®

[une économie] INNOVANTE

par alexis du fontenioux

Imaginez un monde dans lequel chaque maison produit de l'électricité, chaque route des carburants, chaque quartier son eau, où chaque mur dépollue l'air. Anne Gouyon (agronome et docteur en socio-économie, a sillonné l'Asie et l'Afrique comme spécialiste du développement et de la forêt auprès de l'Union Européenne, de différentes entreprises et des ONG) et Maximilien Rouer (biologiste et ingénieur agronome, Président de BeCitizen, membre du Conseil national du développement durable, enseignant à HEC et chroniqueur à La Tribune) ont conceptualisé la notion de l'«économie positive» avec une obsession : protéger l'environnement ne suffit plus, il faut réparer ce qui a été détruit.

Entretien avec Anne Gouyon.

Vous avez développé le concept de l'économie positive, pouvez vous nous en résumer la philosophie ?

Au départ, un constat : l'économie actuelle fonctionne en mode «négatif» ; elle détruit des ressources naturelles pourtant indispensables à la poursuite de la croissance. Face à ce constat les «décroissants» proposent de freiner la machine, c'est-à-dire de «faire moins mal». Cette voie est inacceptable pour la majorité

illustration : nikita design



de la population, en particulier celle des pays émergents. Elle est d'ailleurs insuffisante : même en freinant la croissance, le capital écologique détruit ne se reconstruira pas tout seul à l'échelle d'une ou deux générations. L'activité humaine doit restaurer ce qu'elle a dégradé par exemple en reboisant ou en remettant en culture les 6,5 millions de km² désertifiés pendant les 40 dernières années pour stocker du carbone, produire nourriture, matériaux et énergie, recréer de la biodiversité et des emplois.

Lorsque l'économie devient ainsi positive pour l'environnement, il n'est plus nécessaire d'opposer écologie et croissance. Nous proposons en fait une nouvelle croissance, tirée par la restauration du capital écologique. D'où le titre de notre livre, «Réparer la planète».

Dans quels domaines voyez-vous une application immédiate ?

Il existe déjà des bâtiments à "énergie positive", qui consomment 5, voire 10 fois moins d'énergie que la moyenne actuelle grâce à une conception et une isolation performantes. Leurs besoins énergétiques peuvent être couverts par des énergies renouvelables : solaire, thermique et photovoltaïque, biomasse, géothermie, etc. Ils peuvent même produire à certaines périodes un excédent d'énergie et le revendre à d'autres utilisateurs via les réseaux de distribution. De la même manière, les bâtiments peuvent devenir positifs pour le climat : un bâtiment éco-conçu, en bois, peut stocker plus de carbone dans sa structure que celui émis pendant son cycle de vie. Les bâtiments peuvent aussi devenir positifs en eau, en captant l'eau de pluie et en la restituant en partie aux nappes phréatiques. Ils peuvent devenir positifs pour la santé, en dépolluant l'atmosphère grâce à des toitures ou murs végétalisés, qui ont aussi un effet positif sur la biodiversité.

La même méthode s'applique à l'industrie : BeCitizen travaille à mettre en place des "Usines Positives" pour des clients de l'agro-alimentaire et de la papeterie. Elle s'applique aussi à l'agriculture, qui a été positive pendant des milliers d'années et doit le redevenir. Nous développons des modèles opérationnels pour les agriculteurs et les exploitants forestiers : ils peuvent ainsi améliorer leurs bilans énergie, carbone, eau, toxicité, biodiversité, tout en réduisant leurs coûts



photographie : laure maud

et en créant de nouveaux postes de revenus, par exemple grâce à la méthanisation des matières organiques.

Dans quels domaines voyez-vous les applications futures ?

Le domaine critique est celui des transports : c'est le thème le plus discuté sur notre forum, www.reparerlaplanete.com. La mobilité est un enjeu-clé : elle permet d'échanger des biens, de relier les hommes, et reste associée à la notion de liberté individuelle. Nous croyons à un monde en mouvement, un monde connecté... sur la base d'un nouveau modèle. Les transports positifs reposeront sur plus de télé-connexions, d'outils comme la visioconférence, pour réduire les déplacements. Ceux-ci seront effectués sur des réseaux multi-modaux plus efficaces, alimentés par des énergies renouvelables grâce à des modes de stockage de l'énergie plus performants. Ces réseaux produiront de l'énergie pour devenir positifs, par exemple en valorisant l'énergie solaire reçue par l'emprise des réseaux : toits, terre-pleins, bas-côtés, etc. BeCitizen propose déjà à ses clients des solutions pour améliorer le bilan écologique de leurs déplacements et transports, tout en réduisant la facture.

Quelles sont les grandes étapes de la réflexion vers l'économie positive ?

Notre démarche est inductive et pragmatique. Nous sommes partis de notre expérience avec les clients de BeCitizen, des chefs d'entreprises qui ont besoin de gagner de l'argent. Avec eux, nous avons construit une démarche logique qui commence par la réduction des consommations d'eau, d'énergie et de matière, et donc par une réduction des coûts. Après avoir réduit les flux entrants, il reste à réduire les flux sortants, en réutilisant ou en recyclant les "déchets", qui deviennent autant de ressources. Il est même souvent possible de les valoriser auprès d'autres acteurs. Ainsi, une centrale thermique qui produit de l'eau chaude issue de son refroidissement peut en faire un déchet nuisible – en le rejetant dans une rivière – ou une ressource de valeur – en la fournissant à un horticulteur pour chauffer ses serres.

Ces premières étapes permettent de gagner en efficacité, de faire "plus avec moins". L'étape suivante, c'est de faire "plus avec la biosphère", c'est à dire valoriser les ressources du Soleil et

de la Terre... Il est ainsi possible d'utiliser l'énergie solaire sous toutes ses formes, y compris le vent, les vagues, la chaleur du sous-sol peu profond... et bien sûr à travers la photosynthèse, c'est à dire les plantes. Un toit de hangar peut ainsi devenir une centrale photovoltaïque, un cours d'eau accueillir une mini-centrale hydraulique, une décharge devenir un centre de production de biogaz. Cela revient à valoriser des actifs dormants.

Quel accueil recevez-vous des entreprises et collectivités locales ?

Il est bon chaque fois que nous créons une convergence entre leurs intérêts économiques et leurs intérêts environnementaux, en réduisant leurs coûts et en créant de nouveaux revenus. Pour les collectivités, la valeur environnementale doit aussi converger avec une valeur sociale. L'économie positive est un facteur d'amélioration de la qualité de vie, par exemple en réduisant les nuisances, en créant des transports publics plus efficaces. C'est un facteur de dynamisation des territoires et de créations d'emplois non délocalisables, en valorisant mieux les ressources locales (énergie solaire, biomasse, déchets...).

Que vous opposent vos détracteurs, et comment y répondez-vous ?

Les détracteurs, c'est la vague des "c'est pas possible, ça ne marchera jamais". Sur le plan théorique, il y a peu de réponses : les verres sont toujours à moitié vides ou pleins. Les pessimistes projettent sur le monde un mal-être intérieur. La seule réponse, c'est l'action, montrer que ce que nous proposons est faisable. Nous sommes trop occupés à mettre en place l'économie positive pour avoir le temps de répondre à ceux qui disent que nous n'y arriverons pas.

Et puis vous savez, nous avons plus de fans que de détracteurs ! "Réparer la Planète" a déclenché beaucoup d'enthousiasme, initié et relayé par nos nombreuses interventions publiques (une centaine en 2007). Nous recevons des centaines d'e-mails de remerciements, d'encouragements... Des gens qui disent "Merci de nous redonner l'espoir d'ouvrir des possibles", ou encore "Votre livre m'a donné des idées, voici ce que je vais faire..." Et beaucoup nous appellent pour que nous le fassions ensemble !



illustration : nikita design

Quels types de « signaux » identifiez-vous comme préfigurant le basculement d'une économie négative vers une économie positive ?

Paradoxalement, les signaux viennent des pays qui sont considérés comme les pires « pollueurs ». Lorsque la Californie prépare sa révolution solaire, que les chinois se mettent à construire des éco-cités, que les indiens expliquent que leur avenir énergétique viendra de la biomasse, alors l'économie positive est en marche. Ces pays ne la font pas par idéalisme, mais parce qu'ils ont compris qu'elle est la seule solution d'avenir.

Comment voyez-vous la transition vers ce nouveau modèle économique ?

Aujourd'hui, les solutions positives, par exemple le solaire photovoltaïque, ont souvent un temps de retour sur investissement incompatible avec les attentes des marchés financiers. En effet, les solutions "négatives" bénéficient encore de nombreuses subventions, et leurs utilisateurs ne payent pas leurs coûts externes ; si vous faites tourner une centrale à charbon, c'est quelqu'un d'autre qui paye les dégâts engendrés sur le climat.

Les entrepreneurs de l'économie positive ont besoin d'un environnement financier plus favorable. La mesure du bonus-malus écologique sur les voitures issu du Grenelle de l'Environnement en est un exemple : il faut la renforcer, et l'appliquer à tous les secteurs économiques, depuis les ordinateurs jusqu'aux produits alimentaires en passant par les maisons. De même, il faut basculer la fiscalité en taxant moins le travail, pour créer des

emplois «verts» innovants, et taxer à la place tout ce qui est négatif pour l'environnement.

Sur quels types de relais d'opinions ou d'influence misez-vous pour ce basculement ?

En 2008, chacun est décideur à son niveau : citoyens, consommateurs, chefs d'entreprise... nous cherchons à créer un cercle vertueux. Nous comptons sur tous. Dans une économie globalisée, les investisseurs ont un rôle clé. Ainsi, BeCitizen travaille en collaboration étroite avec la société Benjamin de Rothschild, avec qui nous concevons des solutions financières adaptées à l'économie positive. Nous conseillons ainsi des gestionnaires de fonds, des investisseurs et des entreprises éco-innovantes pour les aider à réaliser leurs business plans et leur levée de fonds.

En combien de temps pensez-vous cette transition réalisable ?

Notre livre, Réparer la Planète, n'est qu'une première ébauche de plan définissant les principes d'une nouvelle forme de croissance. Il nous reste à partager cette vision, à l'enrichir de milliers de réalisations, à travers le monde, qui viendront étayer et renforcer nos convictions par la preuve. Tout va se jouer dans les 10 prochaines années. Au 20^e siècle, il fallait 20 ans pour faire une révolution : il fallu 20 ans pour reconstruire l'Europe de l'après guerre (1950-1970), 20 ans pour sortir l'Asie de la famine et la mettre sur la voie de son boom économique (1960-1980)... Aujourd'hui, avec Internet, les innovations, les informations circulent beaucoup plus vite. Alors, rendez-vous en 2020 ! ■

à lire :

Réparer la planète, la révolution de l'économie positive
2007
Éditions JC Lattès/BeCitizen



photographie : laure maud



cradle to cradle :

rien ne se perd,
rien ne se crée,
tout se **tranforme***

par *florence mazaud*

La philosophie Cradle to Cradle (« du berceau au berceau » en français) s'oppose au mode de production traditionnel, dit du berceau à la tombe, selon lequel les produits sont conçus pour être utilisés puis jetés, sans penser aux conséquences sur l'environnement et les générations futures. Pour comprendre plus en détail l'intérêt énorme pour notre futur de l'innovante philosophie de travail, de conception et de vie qu'est Cradle to Cradle (ou C2C), voici l'interview de deux entrepreneurs qui ont intégré au sein de leur entreprise ce cycle « du berceau au berceau ».

Entretien avec Eric Allodi, directeur-fondateur d'Integral Vision & Jérôme de Dinechin, co-fondateur de SERRASTONE.

* Selon Anaxagore de Clazomènes, philosophe présocratique, le cosmos serait formé de substances diverses qui n'auraient ni naissance ni fin mais qui s'agenceraient seulement par combinaisons et séparations.

photographie : *laure maud*
pour *brindi*





photographie : laure maud

Qui sont les instigateurs de C2C et comment avez-vous eu vent de cette philosophie ?

Eric Allodi, directeur-fondateur d'Integral Vision :

A l'origine, le C2C c'est la rencontre de deux hommes.

Michael Braungart, l'un des biochimistes les plus renommés au monde, est l'un d'eux.

Il y a plus de 20 ans, alors qu'il était responsable de la division scientifique de Greenpeace, il a réalisé, qu'il était impossible de faire évoluer la conscience écologique des entreprises contre leur gré et sous la contrainte mais, au contraire, qu'il fallait bâtir un partenariat où l'entreprise s'améliorerait progressivement jusqu'à trouver un intérêt à épouser la cause écologique. Il a alors créé l'Institut de Recherche Environnementale EPEA en 1987 où travaillent désormais une trentaine de chimistes, biologistes, environnementalistes et éco-architectes.

Jérôme de Dinechin, co-fondateur de SERRASTONE :

Bill Mc Donough est l'autre penseur de cette philosophie.

A 57 ans, il est avec son cabinet d'architecture Mc Donough & Partners, l'un des architectes et des spécialistes du développement durable les plus en vue dans le monde...à l'exception de l'Europe. Depuis 30 ans qu'il exerce, il s'est imposé comme un visionnaire en matière d'éco-bâtiments, est intervenu sur des projets emblématiques comme la reconversion du site industriel historique de Ford à River Rouge et a été nommé deux fois « Héros de la Planète » par le magazine Time. Aujourd'hui, il est en plus d'être propriétaire d'un cabinet d'architecture, conseiller spécial du gouvernement chinois en matière d'architecture nouvelle.

E.A. : Michael parle de leur rencontre au début des années 80 comme d'un coup de foudre. C'est lors de l'inauguration de ses bureaux à New-York qu'il a rencontré Bill et malgré la présence de personnalités de la WWF, de l'ONU ou de l'UNICEF, ils n'ont eu de cesse durant cette soirée de discuter et surtout de se demander à quoi ressemblerait le futur si tous les projets qui les entouraient étaient conçus « du berceau au berceau ».

Ils devinrent alors réellement inséparables et collaborèrent ensemble sur de nombreux projets.

J.D.D. : En effet, c'est notamment leur première collaboration sur une entreprise de textile suisse qui les a lancé dans le développement du C2C. Cette entreprise produisait des déchets tellement toxiques que la loi interdisait leur incinération ou leur mise en décharge. Michael et Bill ont permis d'éviter la fermeture de l'entreprise en rendant ses produits non toxiques et biodégradables.

En 1992, Michael a contribué à un livre de Bill intitulé « Principes de Hanovre » qui reprend avec beaucoup d'avance neuf principes fondateurs pour un design orienté durable et ils ont créé en 1995, MBDC, McDonough Braungart Chemistry, société destinée à promouvoir ce qu'ils pressentaient comme une nouvelle révolution industrielle, la révolution du design.

C'est en 2002, qu'ils publient un livre cosigné (traduit en 6 langues mais pas encore en français) qui consigne la philosophie du C2C et qui la représente puisqu'il est composé d'un plastique indéfiniment recyclable et d'une encre non toxique qui font du livre un nutriment technique pour d'autres produits.

En quoi consiste exactement la philosophie C2C ?

J.D.D. : Pour nous, le C2C c'est avant tout une philosophie. Derrière la phrase « que voulons-nous laisser à nos enfants ? », il y a notre responsabilité de créateurs, de designers. Aujourd'hui, nous créons un nombre incalculable d'objets, de concepts, de lieux de vie. Mais devons-nous imposer à nos enfants de supporter ce que nous avons créé, avec ses imperfections ?

Quelle place de créateurs laissons-nous à nos enfants si nous imaginons de créer des objets « éternels » ? Et qu'y a-t-il derrière ce mythe de l'éternité ... ?

Pour prendre une illustration concrète, est-il préférable de concevoir une voiture pour 30 ans, ou pour 5 ans, si elle est entièrement désassemblée et réintégrée dans le cycle économique ? Les besoins dans 30 ans seront-ils les mêmes qu'aujourd'hui ?

E.A. : Il s'agit de s'inspirer de la nature. Lorsque les feuilles tombent d'un arbre est-ce du déchet ? Non, c'est un nutriment qui va se composte et retourner dans le cycle de la nature. On aimerait que les produits que nous créons fonctionnent sur le même principe.

Le C2C revient tout simplement à créer un monde dans lequel tous les déchets constitueraient de la nourriture pour la biosphère (métabolisme biologique : compostage) ou la technosphère (métabolisme technique : démontage et réutilisation). Ainsi, nous n'aurions plus à nous sentir coupable de consommer ou produire des déchets puisque la notion même de déchets disparaîtrait et seule subsisterait la notion de nutriment.

Ce n'est rien de moins qu'une révolution industrielle car nous transformerions une industrie qui pollue en une économie qui purifie l'environnement, qui protège l'Homme et qui préserve l'héritage des générations futures.

Comme dans le cas de l'entreprise suisse citée ci-dessus, la simplification et l'innovation, associées au design et à l'éco-conception, permettent simultanément de réduire les coûts, de préserver la santé et les ressources, et d'ouvrir de nouvelles opportunités qui profitent à tous.

C2C est aujourd'hui en plus d'une philosophie, un label. Quelles-en sont les bases, les critères ?

E.A. : Le premier critère, on l'a vu, est d'appliquer le paradigme naturel « déchet = nourriture ». Cela signifie que tout produit est conçu, dès le départ pour être soit biodégradable (dans un métabolisme biologique) soit « survalorisé » (dans le cas d'un métabolisme technique) et cela indéfiniment. On utilise le terme de survalorisation ou upcycling par opposition au recyclage traditionnel ou downcycling dans la mesure où le déchet/nourriture ne perd pas ses qualités nutritives lors de l'opération de recyclage/valorisation.

J.D.D. : Le second critère concerne l'utilisation de l'énergie solaire ou renouvelable. Le rayonnement solaire apporte à lui seul 10 000 fois plus d'énergie que la totalité de la consommation mondiale d'énergie primaire. Puisque C2C s'intéresse à la totalité du cycle de vie, il pousse également les entreprises souhaitant être labellisées à inscrire dans leur stratégie le passage progressif mais total à l'énergie renouvelable.



E.A. : Enfin, le dernier critère concerne la diversité et l'innovation. C'est un point important car il met en lumière à quel point C2C se démarque du développement durable, du moins tel qu'on l'entend traditionnellement, à savoir : réduire, restreindre, limiter son empreinte, son émission carbone, sa consommation énergétique... Mais aller moins vite dans le mur ne nous éloigne pas du mur, ce qu'il faut c'est changer radicalement de direction, tant qu'il en est encore temps !

J.D.D. : Comme le rappelle Bill Mc Donough « less bad is not good ! ».

E.A. : Il faut célébrer l'intelligence et la sensibilité humaines et cesser de vivre l'écologie et l'environnement comme une contrainte. C2C veut remplacer un principe de précaution castrateur et triste par un principe d'innovation positif et enchanteur à une condition : que la perspective qui guide nos choix ne soit pas celle du profit ou du court terme mais une perspective qui tienne compte du bien de tous aujourd'hui et des générations futures.

Comment s'inscrit concrètement C2C au sein d'une organisation?

E.A. : Pour ma part, après avoir rencontré Michael Braungart fin 2006, j'ai souhaité promouvoir sa philosophie en devenant le représentant, pour la France, de son institut de recherche EPEA. Nos efforts commencent à payer puisque certains projets sont en route notamment avec l'ADEME.

J'ai créé en parallèle Integral Vision dans le but d'aider les directions générales, RH, marketing et développement durable à développer une performance intégrale, individuelle et collective, capable d'allier éco-innovation (selon C2C), éthique et profitabilité. Ainsi, je travaille à construire un avenir durable pour l'entreprise et à assurer la prospérité de notre planète et des générations futures.

**photographie : laure maud
pour brindi**



photographie : laure maud

J.D.D. : Après avoir travaillé pendant des années en tant qu'ingénieur polytechnicien sur des grands projets de défense et d'aménagement du territoire puis en tant que consultant, j'ai cofondé SERRASTONE SA, société qui développe un nouveau matériau breveté, la pierre de roches® (pierre artificielle fabriquée sans ciment ni résine, fabriquée à partir de produits minéraux grâce à un processus de fabrication sous haute pression).

Ce sont nos investisseurs anglo-saxons qui nous ont poussé dans la voie environnementale... Ils nous ont mis en contact avec Bill Mc Donough qui est venu visiter notre site de Soissons en 2005 et y a amené le C2C en nous poussant à labelliser notre activité.

Le processus de labellisation concerne cinq grands secteurs de l'entreprise ayant comme référence chaque centre de production : l'énergie, l'eau, la responsabilité sociale, l'aspect toxique de nos matériaux et enfin le design/incorporation de matières secondaires (recyclabilité des produits). C'est une démarche très concrète et certifiée par un chimiste externe à SERRASTONE.

Pourtant, pour nous, l'aspect philosophique et visionnaire est le véritable moteur de la démarche, et il est tout à fait cohérent avec notre démarche permanente d'innovation et de recherche de solutions pour la mise en œuvre du procédé, pour les machines, la géométrie de nos blocs et les systèmes constructifs.

Quelles sont les contraintes de l'application de C2C dans une entreprise comme SERRASTONE ?

J.D.D. : Nous avons la chance avec SERRASTONE d'être une jeune entreprise innovante avec une activité ayant un bilan environnemental extrêmement favorable.

Ainsi, même si nous devons faire des choix en matière de processus industriel, de conception de machines, d'environnement, de systèmes constructifs etc., les contraintes pures de non toxicité et de neutralité pour l'environnement concernant une ou plusieurs des caractéristiques de nos pierres n'ont jamais constitué à proprement parlé des limitations.



photographie : laure maud



photographie : laure maud

Finally, what are the main advantages of C2C compared to a classic responsible approach?

E.A. : On définit traditionnellement le développement durable par un triptyque environnemental, social et économique. Mais la plupart des approches touchent exclusivement à l'aspect environnemental, quelques-unes à l'aspect social et presque aucune n'imagine faire des bénéfices à partir du développement durable.

C'est cela qui est nouveau avec C2C : les retombées économiques sont réelles.

L'incitation à l'innovation est un autre aspect important de la philosophie car comme en témoigne Andy Lock, le président d'Herman Miller « Les exigences d'éco-conception inhérentes à la philosophie C2C ne constituent pas une contrainte mais, au contraire, une incitation à créer des produits meilleurs et plus compétitifs. »

J.D.D. : En effet, C2C place les acteurs économiques aux prises avec leur responsabilité fondamentale, celle du design. Les impacts sont d'une manière ou d'une autre les conséquences du design, et jusqu'ici même les démarches d'éco-conception n'ont pas une vue aussi large que l'incorporation initiale de matières premières « secondaires » et la réutilisation sous forme de nutriments des résidus de produits en fin de vie.

Il se crée au niveau international une communauté d'entreprises Cradle to Cradle qui échangent et commercialisent des nutriments. Tous les produits ne peuvent pas en effet faire l'objet d'une chaîne courte, dans laquelle les produits en fin de vie servent à fabriquer les mêmes produits neufs. Des chaînes plus longues sont souvent nécessaires, et cela aura un impact direct – et rentable – sur l'économie de ressources primaires au niveau de la planète.

E.A. : Faisons en sorte que le développement durable devienne une source de profit pour les entreprises... afin que les entreprises deviennent elles-mêmes une source de profits pour les générations futures. Car c'est en gommant les clivages entre environnement et économie, social et profit, que l'on pourra révolutionner le système de l'intérieur. ▣



photographie : laure maud

1% for the planet

par caroline cochet

Crée en 2001 par Yvon Chouinard, fondateur de Patagonia, et Craig Mathews, propriétaire d'un magasin de pêche au Yellowstone, le club 1% For The Planet (FTP) est une initiative simple et efficace pour lever des fonds au profit d'organisations non gouvernementales et d'associations de protection de la nature et de l'environnement.

Thery Kellogg (directeur exécutif) nous décrit le fonctionnement de 1% For The Planet, misant sur l'efficacité comme savent le faire les Anglo-Saxons : toute entreprise peut reverser 1% de son chiffre d'affaire à une organisation de protection de l'environnement (sélectionnée par l'entreprise membre parmi les 1500 ONG référencées par le club partout dans le monde) pour intégrer le club 1% For The Planet et disposer en échange de l'utilisation du logo à des fins commerciales et de communication. Les entreprises donatrices choisissent de soutenir un projet en accord avec l'association qui l'a développé.

Les fondateurs du club attachent une grande importance à ce que les entreprises et les ONG entrent directement en contact

illustration : élise follin



et négocient entre elles les conditions de versement de fond (montant et mois du versement selon leurs activités). 1% for the Planet récupère une partie du montant versé pour assurer ses frais de fonctionnement et peut aider l'entreprise dans le choix de l'ONG à soutenir. Pour se prévenir de dérapages éventuels, le conseil d'administration du club valide les organisations bénéficiaires et contrôle l'utilisation du logo par des cahiers des charges précis et détaillés.

Lorsque le club parvient à intégrer une société comme Sony Electronics parmi ses membres, on comprend rapidement l'intérêt que cette initiative représente.

L'atout du club réside aussi dans son caractère international, aujourd'hui 900 entreprises ont rejoint 1% For The Planet dans 28 pays différents. On peut de même faire un parallèle avec les travaux de Nicolas Stern qui évalue à 1% du PIB mondial les investissements nécessaires à la lutte contre les changements climatiques. Parmi les membres, on compte 40 entreprises françaises, présentes sur différents secteurs d'activités : de l'agent indépendant à l'industrie type PME en passant par les SSII ou les distributeurs de produits bio. L'intérêt est bien sûr l'action pour la protection de l'environnement mais les membres tissent aussi un réseau mondial d'entreprises engagées et actives.

A ce jour, le club fait confiance aux associations pour utiliser cet argent à bon escient. La prochaine étape réside peut-être dans plus d'implication des entreprises donatrices dans les projets qu'elles financent, afin de resserrer les liens entre ces acteurs majeurs du changement en faveur de développement durable et d'assurer un suivi des opérations menées grâce aux fonds levés.

1% For The Planet agit pour la compensation et la responsabilisation des entreprises quant aux enjeux de la préservation de l'environnement. Le club a permis de lever pas moins de 30 millions de dollars de fonds en 2007 permettant à un bon nombre d'associations et d'ONG de développer leurs propres programmes, l'argent restant pour l'instant le « nerf de la guerre » ! ■

site web :

www.onepercentfortheplanet.org/en



illustration : élise follin





CDC biodiversité

par alexis du fontenioux

Docteur en écologie, Laurent Piermont a consacré sa vie professionnelle à la nature, à l'écologie et au développement durable. Ancien Directeur Général de la société Biochaleur, il est aujourd'hui Président Directeur Général de la filiale de la Caisse des Dépôts : CDC Biodiversité.

Entretien avec Laurent Piermont.

Expliquez-nous l'investissement de la Caisse des Dépôts dans le développement durable.

La CDC est depuis toujours au service de l'intérêt général. Sa devise est « la foi publique » et elle se définit comme un investisseur de long terme au service de l'intérêt général. La CDC est légitime et est naturellement investie dans le domaine du développement durable. Elle a ainsi créé Novethic, portail internet des questions liées au développement durable, la CDC est aussi à l'origine de la Mission Climat et a créé le « registre national des droits d'émission de CO₂ », adopté à ce jour par une dizaine de pays. Elle a aussi créé, avec d'autres établissements, le fonds carbone européen, fonds non gouvernemental d'investissement dans la lutte contre l'effet de serre qui a atteint presque 2% des objectifs mondiaux de Kyoto.

photographie : laure maud

Quelles sont les missions de CDC biodiversité ?

Il s'agit pour nous d'accompagner les pouvoirs publics dans le champ du développement durable et plus spécifiquement dans le problème fondamental de l'érosion de la biodiversité en France. Notre pays est au carrefour des climats européens et est à ce titre particulièrement concerné par les questions de biodiversité. Notre objectif est de constituer les infrastructures écologiques, la trame verte permettant de maintenir et développer cette biodiversité. Nous assistons les pouvoirs publics, les associations et les maîtres d'ouvrages, nous mobilisons les moyens pour répondre à leur demande. Nous sommes là pour mettre en œuvre les politiques décidées par ces acteurs.

Pourquoi aujourd'hui créer CDC biodiversité ?

Nous avons constaté une application insuffisante de la loi de 1976 sur la protection de la nature. Celle-ci oblige le maître d'ouvrage à éviter, réduire puis compenser ses impacts négatifs sur la nature. Nous jouons le rôle de tiers de confiance, assurant que les obligations de compensation seront réalisées et gérées à très long terme.

Comment analyser la mauvaise application de la loi de 1976 ?

La gestion à long terme est difficile à assurer. L'offre des acteurs de la biodiversité est souvent dispersée. Il n'y a pas coïncidence entre la logique écologique et la logique de compensation qui est par construction liée à l'ouvrage, d'où des actions émietées.

Comment fonctionne CDC Biodiversité ?

Nous nous plaçons en tiers de confiance entre pouvoirs publics, maîtres d'ouvrage et acteurs de la biodiversité. En assurant aux uns que les obligations de compensation seront bel et bien réalisées et gérées à long terme. Et en apportant aux autres (conservatoires d'espaces naturels, associations, entreprises de génie écologique) la visibilité de long terme dont ils ont besoin. Nous nous sommes volontairement placés sous le regard des scientifiques, en composant un



illustration : élise follin



photographie : laure maud



comité scientifique indiscutable et de la société en établissant un dialogue structuré avec les grandes associations de protection de la nature.

Quelles sont vos principes et objectifs d'actions ?

Nous nous fixons un objectif de zéro perte nette. Il s'agit pour nous de tendre vers cet idéal en suivant l'objectif fixé par l'Union Européenne : stopper l'érosion de la biodiversité à l'horizon 2010. Il faut éviter l'irréversibilité de cette érosion. Nous agissons selon les principes contenus dans l'objectif de l'UE : éviter, réduire, compenser. Cette compensation des impacts négatifs doit être intégralement assurée par ceux qui les ont causés. A ce titre nous expérimentons une méthode parfois controversée : l'anticipation de la compensation. Il s'agit de compenser avant la destruction et plus que la destruction. Ainsi nous pourrions entrer dans une phase de reconquête de la biodiversité. Notre démarche n'est pas de créer des « îlots » de biodiversité, mais d'établir des ponts. Cette approche est particulièrement importante lorsque l'on sait que la France perd chaque année 60 000 hectares d'espaces naturels et forestiers.

Avez-vous un message particulier à faire passer ?

La société va continuer à se développer et c'est bien ainsi. Nous continuerons à nous déplacer, à consommer, à avoir des loisirs... En respectant intégralement la nature, sans perte nette, c'est à dire dans une réelle approche de développement durable, cela doit nous permettre de continuer à faire tout cela. Tout n'est pas désespéré, on peut améliorer les choses, on peut agir et obtenir de réels résultats. ■

photographie : laure maud

zvonko :

[un vent de] BIEN-ÊTRE

les cosmétiques onusiennes



par florian dezegher
& aurélie delavaud

La cosmétique masculine est en pleine émancipation depuis quelques années. On assiste à la multiplication des offres de produits de soins et de bien-être qui ne s'adressent plus uniquement aux aficionados de la mode et de la cosmétique mais à tous les hommes soucieux de prendre soin d'eux. De nombreuses lignes sont destinées à co-cooper ces peaux parfois très abimées par l'absence de soins précoces, tantôt sèches, parfois rêches.

Zvonko Paris est la griffe masculine de la bio-cosmétique marine qui a su véritablement tirer son épingle du jeu grâce à deux femmes à l'écoute des problèmes cutanés masculins, prêtes à démocratiser les soins pour hommes et à inciter ceux-ci à utiliser des éléments naturels. « Zvonko » désigne le diminutif du prénom serbo-croate Zvonimir qui signifie « appel à la paix ». La marque a été fondée par la mère et la fille, Amanda et Isma Calek.

Entretien avec Amanda Calek.

illustration : élise follin

Vous avez fondé Zvonko en alliant vos talents et vos expériences de cosmétologue et de créatrice en annonçant d'emblée votre philosophie basée sur «le beau, le bio et l'écolo». Quand l'entreprise est-elle née ?

Tout est parti d'un salon à New-York en 2006 où nous avons remarqué que les hommes prenaient de plus en plus soin d'eux. L'idée était alors évidente de lancer une marque de cosmétiques pour les hommes mais nous voulions nous démarquer de tout ce qui existait et nous voulions nous engager pour l'environnement. Nous avons donc allié les deux et créé une gamme bio et marine exclusivement pour homme.

Vous avez développé une ligne marine «bio» afin d'allier les bienfaits de la nature marine, de l'eau, des algues et des huiles essentielles des plantes du bord de mer. Comment vous positionnez-vous sur le marché par rapport à vos concurrents bio ou non bio ?

Notre positionnement est haut de gamme. L'optique était de fusionner trois notions : luxe, naturel et masculin afin de créer un produit «bio de luxe».

Le marketing et le design étant devenus indispensables pour le consommateur, nous avons travaillé notre image pour ne pas nous aligner sur des codes couleurs souvent surannés et qui ne donnent absolument pas de crédibilité au produit. C'est une manière d'imposer une nouvelle image du bio sur le marché et de concurrencer des produits de la cosmétique traditionnelle haut gamme.

photographie : laure maud



programme « man & biosphère » (MAB), un projet de l'unesco.

Ce programme a été lancé par l'UNESCO en 1971, afin de fournir des bases scientifiques permettant d'apporter des réponses appropriées aux problèmes de développement durable des populations et aux difficultés de gestion des ressources naturelles.

Dans un cadre international et favorable à l'interculturalité, le MAB encourage les recherches interdisciplinaires en sciences naturelles et en sciences sociales, les activités d'éducation et de formation pour la gestion des ressources naturelles, la collecte d'informations ainsi que la prise en considération des savoirs traditionnels en matière d'exploitation des ressources.

Le programme privilégie la conservation et l'utilisation rationnelle de la biodiversité et contribue à la mise en œuvre des engagements issus de la Conférence de Rio de Janeiro en 1992 sur l'environnement et le développement.

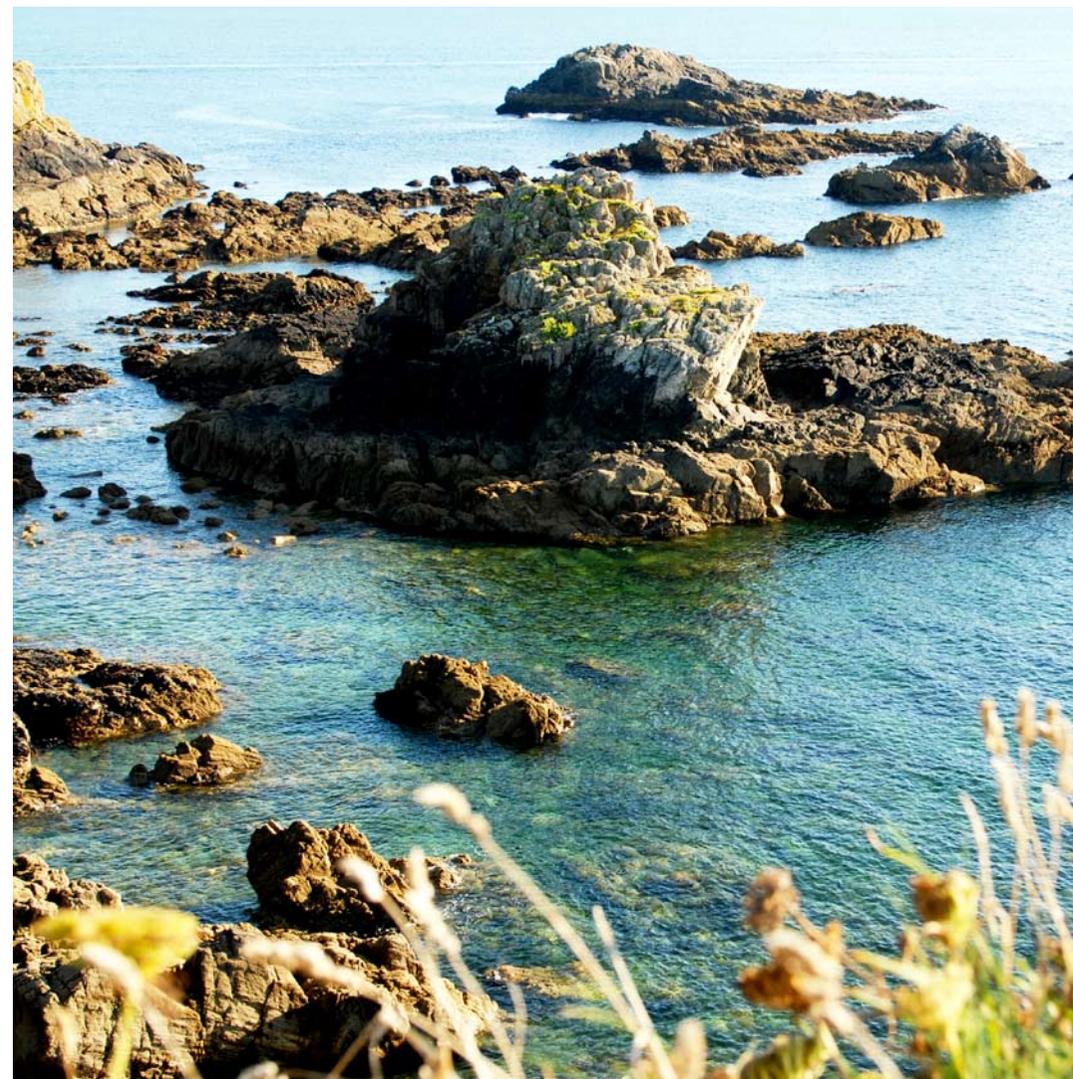
En combinant ainsi données scientifiques et bonne gouvernance le projet MAB concourt à freiner l'érosion de la biodiversité, à accroître les niveaux de vie des populations en difficultés et à promouvoir des conditions sociales, économiques et culturelles qui s'accordent avec un développement durable.

Le programme MAB repose en grande partie sur l'action de terrain et sur la création du réseau mondial de réserves de biosphère. Les réserves de biosphère sont des zones géographiques et des écosystèmes terrestres, côtiers ou marins. On en dénombre actuellement plus de 480 dans 102 pays.

site web :

www.unesco.org/mab/mabProg_fr.shtml

A.D.





Que pensez-vous des entreprises comme Natura au Brésil ou Séphora en France qui se sont lancées sur les produits verts en avril dernier à grands renforts de publicité ?

Il est évident que si ces enseignes se mettent au bio c'est à cause de la prise de conscience de la population. La traçabilité et la qualité des produits deviennent indispensables pour le consommateur. Les mentalités changent et évoluent et les chaînes sont obligées de suivre. Nous pensons d'une manière générale que la grande distribution doit faire de la place aux produits verts, cela ne fera que renforcer les prises de conscience. Après c'est au consommateur de s'informer sur les produits afin de voir s'il y a une réelle démarche d'éco-conception ou si c'est simplement un coup marketing.

Vous formulez vos produits à partir de bases biologiques naturelles, soit végétales, marines ou minérales et vous utilisez des procédés de fabrication respectueux de l'environnement. Où et comment prélevez-vous vos matières premières ?

Toutes nos matières premières proviennent de la mer d'Iroise, réserve naturelle protégée par le programme «Man & Biosphere» (MAB) de l'UNESCO. Plus de 800 espèces d'algues marines sont présentes et une trentaine fait l'objet de développement. Brassé par les plus forts courants européens, le site est exceptionnel et garantit aujourd'hui une excellence quant à la qualité de ses matières premières : extraits d'algues, eau de source, argiles marines, huiles essentielles de plantes, plantes marines halophytes, etc. que nous prélevons par des procédés écologiques et innovants validés en amont par le programme MAB avant de les travailler dans notre laboratoire indépendant implanté sur l'île de Modène.

Pourquoi n'utiliser que des algues (brunes, rouges, diatomées ou fucus) ? Leur action est-elle prouvée et plus avantageuse que les autres cosmétiques non marins ?

Les progrès dans la connaissance des molécules marines et la maîtrise de la biotechnologie marine pour déceler des affinités troublantes avec notre DHEA sont constants. Les algues constituent une ressource potentielle de composés antioxydants utilisés dans le domaine de

photographies page précédente & ci-contre : laure maud

la santé. Contrairement à l'organisme humain, les algues ont des mécanismes de protection contre les conditions de stress environnemental et leurs molécules agissent à différents niveaux. Les plus utilisées sont le fucus, les himanthales, la palmaria et l'ulva lactuca qui appartiennent aux trois grandes familles : brunes, rouges et vertes. Par exemple, les algues brunes, tels que la laminaria et le fucus, ont une teneur en matières minérales uniques avec des oligo-éléments variés - cuivre, fer, magnésium, manganèse, potassium et zinc - ainsi qu'en vitamines, fibres et sels minéraux.

La cellule algale et la cellule cutanée sont identiques à la seule différence que la première ne meurt jamais : elle disparaît à la moindre humidité, se régénère et se reproduit, alors que la cellule cutanée vieillit et meurt. L'algue est donc un complément à la cellule cutanée. En effet, les minéraux, qui ont chacun un rôle précis dans l'équilibre des cellules de la peau, agissent en synergie, d'où l'intérêt des soins high-tech concentrant les bienfaits d'ingrédients puisés dans les boues marines, l'eau de mer ou les algues. Il est important de savoir que la biodiversité marine est dix fois plus importante que sa voisine terrestre. Ainsi, toutes les algues produisent plus de la moitié de l'oxygène de notre planète, en se gorgeant de l'énergie solaire et des richesses du milieu aquatique.

Vos emballages sont-ils tous biodégradables (cartons, fioles, tubes et autres bouchons) ?

Bien sûr, tous nos emballages sont biodégradables et certifiés. Nous imprimons tous nos supports marketing sur papier recyclé, avec des encres ne contenant aucun solvant organique toxique.

Où peut-on trouver les produits Zvonko ?

Ils sont distribués aux Galeries Lafayette Haussmann et au BHV homme Rivoli, ainsi que sur notre boutique en ligne.

Les inconditionnels de ces produits à la douce odeur iodée verront l'arrivée prochaine de nouveaux produits Zvonko, fin 2008, début 2009. Baume, gommage, contour des yeux ou encore produit « bonne mine » pour homme... Pour sublimer la beauté qui vient de l'intérieur... □

site web :

www.zvonkoparis.com

illustration : élise follin





photographie : matthieu dortomb

50 salons

pour vivre mieux et
respecter l'environnement

par sophie barbaize
& aurélie delavaud



Chaque année, en France, on recense près d'une cinquantaine de salons dédiés au développement durable, c'est-à-dire à l'environnement, à l'éthique sociale et à l'économie responsable. Ces différents thèmes sont déclinés en salons dédiés au « bio », au bien-être, à l'éco-habitat, au commerce équitable, mais aussi tournés vers des thèmes plus « pointus » tels que le développement des territoires, la maîtrise de l'énergie, la responsabilité sociale des entreprises...

Sur tout le territoire, même si nombre de salons restent centralisés en région parisienne, se tiennent des manifestations destinées aussi bien au grand public qu'aux professionnels. Chaque salon propose une thématique singulière et apporte des éléments de réponse à ses visiteurs qui tous, à leurs niveaux et avec leurs activités, se posent la question du futur de notre planète.

Les organisateurs, les exposants et les visiteurs souhaitent être acteur du renversement des tendances environnementales et économiques actuelles.

photographie : matthieu dortomb

une occasion de découvrir des modes de consommation bio et respectueux

De nombreux salons dédiés au bien-être et à l'art de vivre bio et équitable se tiennent régulièrement partout en France.

Précurseur, il y a 10 ans à Marseille, l'association Via Cerato créait le salon Artémisia, qui visait à sensibiliser le grand public à une qualité de vie saine et au respect de l'environnement. Cet objectif a été celui de nombreux autres salons historiques bien connus du grand public comme le salon Marjolaine - Paris 33ème édition – ou encore les salons Vivre autrement - Paris 21ème édition.

Adopter des gestes éco-citoyens dans sa vie quotidienne est devenu l'affaire de tous. Le salon Vivre Autrement accueille ainsi des exposants qui propose des alternatives pour « passer du jetable au durable, du chimique au naturel et privilégier le lien social ». Selon la thématique des salons le visiteur peut en apprendre plus sur la cuisine « bio », l'éco-tourisme ou encore l'éco-design.

la possibilité de prendre des contacts avec des acteurs du développement durable

Outre des produits, des services et des initiatives locales, certains de ces salons mettent l'accent sur l'éducation et la sensibilisation au développement durable en accueillant un grand nombre d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'institutions actives dans le domaine du développement durable. Les éco-consommateurs qui souhaitent ainsi devenir éco-consom'acteurs et s'impliquer par une activité associative ou professionnelle trouvent là l'occasion de tisser des liens et de nouer des contacts avec des réseaux.

une vitrine pour les professionnels du développement durable

A côté des salons promouvant des biens et des services, se tiennent des salons ciblés sur certaines activités entrepreneuriales. C'est le cas de tous les salons des matériaux et des constructions écologiques, des énergies renouvelables et des solutions de mobilité écologique.

Les salons Ecobat (Paris) et Ecobatir (Lyon) proposent ainsi des solutions aux particuliers et aux professionnels en matière de technique de construction, d'éco-matériaux, d'aménagement



photographie : matthieu dortomb

photographie : laure maud





extérieur et intérieur, d'équipements, de traitement des déchets et de gestion de l'eau. Du gros œuvre aux finitions, de la construction neuve à la rénovation, tout est possible pour réduire l'impact du bâti sur l'environnement.

Le salon Solar Event, spécialisé dans l'énergie renouvelable solaire, vise à proposer aux visiteurs « la diversité et la richesse des technologies existantes et les gains énergétiques et financiers que celles-ci apportent à l'usager », tout cela en termes de maîtrise d'énergie solaire, de sa production à sa consommation.

Les salons sont aussi les lieux où l'on peut parfois découvrir les innovations les plus performantes imaginées et réalisées ces dernières années.

des lieux de rencontre et d'échanges entre acteurs et professionnels

Certains salons ne s'adressent qu'aux visiteurs professionnels, œuvrant déjà dans le développement durable ou souhaitant s'y orienter. Les exposants s'adressent aux collectivités territoriales, aux institutions, aux pouvoirs publics et aux élus, aux associations, aux fondations... Ils exposent également leurs compétences aux maîtres d'œuvres, aux promoteurs, aux bureaux d'études, aux investisseurs, aux industriels, aux distributeurs... Tous s'articulent autour d'un large panel d'acteurs financiers et économiques car se tourner vers le développement durable c'est aussi s'adresser au cœur de l'économie et de la responsabilité sociale des entreprises.

Ainsi la première édition du salon ProDurable (Paris) se tenait récemment pour réunir tous les acteurs et les professionnels du développement durable car « tous les métiers, tous les secteurs d'activités, tous les processus d'entreprises sont désormais et durablement impactés par cette nouvelle exigence ».

Professionnel également, le salon SIREME (Paris La Défense) s'organise autour du développement des énergies renouvelables, la maîtrise de l'énergie et le développement durable des territoires.

photographie : matthieu dortomb

Le salon de l'Environnement et des Métiers Durables (SEMD, Paris), ouvert aux professionnels et au grand public dit « averti » propose un parcours expert pour les industriels et les collectivités et expose de nombreuses entreprises « ressources » telles que les cabinets de génie écologique, ou d'architecture, les bureaux de certification ou les agences spécialistes de l'éco-communication.

une opportunité majeure pour les professionnels

Aujourd'hui, le but de certains de ces salons, historiques pour certains, ou récents pour d'autres, est de promouvoir les nouveaux produits et concepts bio ou écolo auprès du grand public et des professionnels et de centraliser l'information. Il en résulte que ces salons sont une véritable opportunité économique pour les professionnels du marché d'écoproduits. C'est l'occasion pour les entreprises d'aller à la rencontre de nouvelles clientèles.

Les ventes réalisées sur un tel salon sur une période de 3 jours peuvent représenter jusqu'à 15% du chiffre d'affaire annuel d'un professionnel. Sur le salon Marjolaine pour l'édition 2007, 96% des exposants se sont déclarés satisfaits de leur participation.

À chaque manifestation, on compte plusieurs centaines d'exposants, regroupés pour informer, conseiller et vendre. Le salon Marjolaine (Paris, 33ème édition) accueillait ainsi 520 exposants, le salon Vivre Autrement (Paris, 21ème édition) 400 exposants, le salon Ecobat (Paris, 5ème édition) 150 exposants.

un impact important sur le grand public

L'intérêt des visiteurs pour ces salons est manifeste. Pendant sa dernière édition Ecobat accueillait 15 000 visiteurs, Bio & Co 20 000, Marjolaine 62 000, Artémisia 16 000, Le salon du Bien-être et Médecine douce 31 000. Sur seulement ces 5 salons les chiffres 2007-2008 annoncent 144 000 visiteurs ! Pour ces visiteurs, c'est l'occasion unique d'accéder à des informations concrètes, non pas pour consommer plus, mais pour consommer mieux, autrement. Conférences animées par des spécialistes, nombreux ateliers dispensés par des professionnels, rencontres sur les stands, tout est fait pour diversifier l'offre d'information, la rendre



photographie : laure maud

accessible au plus grand nombre.

Tandis que le salon Artémisia proposait pas moins de 100 conférences, le salon Bio & Co présentait 20 conférences et 20 ateliers, le salon Ecobat 7 conférences, 1 colloque de professionnels et 25 ateliers.

Les sujets abordés dans les conférences et colloques sont divers et variés. Certains salons proposent des conférences sur les thèmes la naturopathie, l'aromathérapie, la pollution, les préoccupations écologiques au quotidien ou encore comment conjuguer bien-être et plaisir



photographie : laure maud

gourmand en cuisinant bio. Des nombreux thèmes concernant le bien-être, les approches psychologiques, la sophrologie et l'écoute sont aussi abordés. Des ateliers gratuits et permanents sont aussi parfois proposés.

En fonction de la thématique du salon il est aussi possible d'assister à des conférences sur la construction d'une maison bio-éthique et durable, la gestion de l'eau - récupération de l'eau de pluie, traitement écologique des eaux usées... - l'isolation et les économies d'énergie. Enfin certaines interventions concernent l'art de vivre, l'aménagement Feng Shui voire même les champs électromagnétiques.

D'autres conférences délivrent des informations plus pragmatiques. Les visiteurs ayant assisté aux conférences du salon Ecobat à Paris ont pu, par exemple, apprendre le fait que l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat accordait des subventions pouvant aller jusqu'à 80 euros pour une fenêtre isolante et 900 euros pour une chaudière à condensation.

Les salons sont aussi le lieu de l'information. Ainsi, sur le salon Bio & Co à Besançon, des chiffres impressionnants et prometteurs ont été donnés : « Une croissance énorme de près de 25% par rapport à 2005, annonce des chiffres de 75 milliards d'euros, pour le montant des investissements réalisés en 2006 dans les secteurs des énergies renouvelables ».

Les stands quant à eux (habitat sain, alimentation bio, mobilier, habillement, commerce équitable, bien-être, santé, jardinage, loisirs...) sont des lieux de découvertes exceptionnellement riches. Ils permettent de se familiariser avec les produits, sont des espaces de rencontre entre les particuliers et les producteurs, offrent des opportunités de débat entre spécialistes et grand public. Et surtout, pour « vivre plus sainement et sauvegarder l'environnement », les visiteurs y trouveront des interlocuteurs compétents pour proposer des solutions personnalisées, ciblées, chiffrées.

cohérence et transparence

Cependant, tout salon est par nature éphémère et générateur d'impacts négatifs sur l'environnement. Il faut avoir bien présent à l'esprit qu'une manifestation d'une telle ampleur a forcément une incidence plus ou moins grande sur l'environnement : consommation de papier, transports, déchets, énergie... D'où l'importance d'une éco-organisation et d'une éco-communication pour, d'une part réduire cette incidence sur l'environnement et d'autre part rendre cohérent les discours. Chaque manifestation constituant l'occasion de présenter des engagements positifs et d'afficher des implications concrètes en faveur de l'environnement, la communication et l'organisation de ces salons sont intelligemment et minutieusement pensées et préparées.

Pour exemple l'entreprise Spas, qui produit les salons Marjolaine, Vivre autrement, Salon du bien-être, Eco-bat et Salon Zen, a mis en place une éco-communication en privilégiant Internet auprès des exposants et des visiteurs. Le recours au courrier postal devient l'exception.

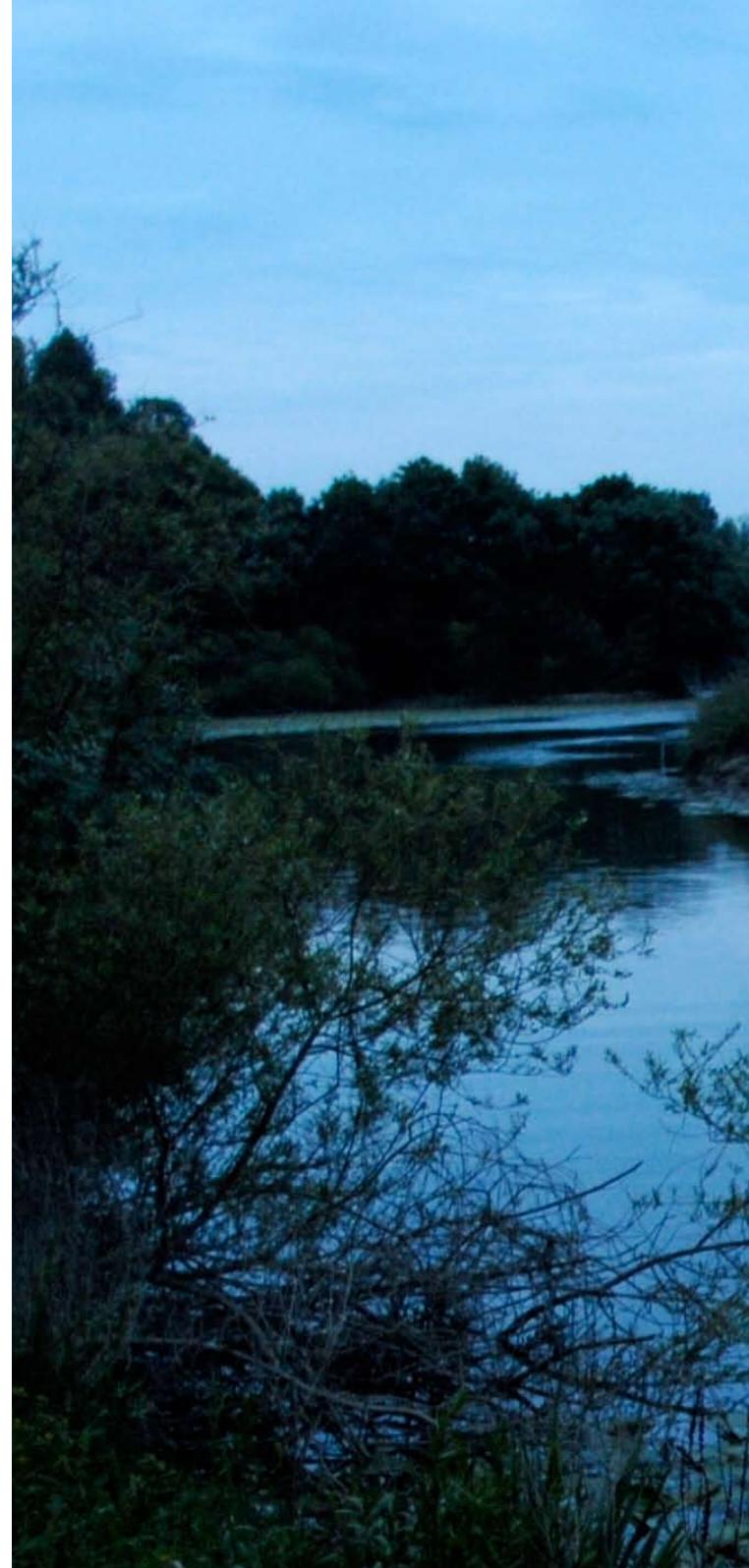
Le salon Bio&Co, quant à lui, pratique l'excellence dans le domaine d'éco-organisation et d'éco-conception. En effet, ce ne sont pas moins de 850 panneaux de bois d'épicéa (un bois produit localement) qui ont été commandés pour confectionner les stands du salon. Ces panneaux, aujourd'hui stockés pour être réutilisés l'année prochaine, sont proposés en location à d'autres salons, qui souhaiteraient inscrire leur organisation dans un processus de développement durable.

Autre geste significatif dans l'éco-organisation de ces salons : l'utilisation d'ampoules basse consommation qui divise par 5 la consommation d'électricité.

Enfin, notons que dans un souci de cohérence et de clarté envers les visiteurs et consommateurs, chaque salon a mis en place des dispositifs permettant de vérifier le respect des critères de qualité et environnementaux de tous les produits et services présentés.

Cheminer vers le mieux vivre, s'atteler à la sauvegarde de l'environnement, dans un cadre qui prend également en compte un aspect marchand raisonné et respectueux est aujourd'hui nécessaire. Les salons permettent de découvrir, et d'échanger. Ils assurent aussi la croissance des réseaux des acteurs du développement durable et les rencontres entre entrepreneurs. Ils participent à ce dont Gandhi nous exhortait : « Soyez le changement que vous voulez voir dans le monde ! » ■

photographie : laure maud







[un air de] VACANCES

afrique : la face cachée de la nature

par emmanuelle grundmann

L'écotourisme se développe, ce mot est désormais sur toutes les lèvres. Durable, responsable, solidaire, le tourisme devient tout cela à la fois afin de satisfaire une nouvelle génération de voyageurs soucieux de l'environnement, de leur empreinte écologique et désirant vagabonder autrement sur cette belle planète si malmenée mais néanmoins toujours féérique et poétique. Avec écotourisme riment souvent parcs et réserves naturelles pour qui cherche à retrouver un petit goût de nature, de cet Eden perdu. Mais quelle est la réelle histoire de ces parcs et leur impact sur la faune et l'écotourisme peut-il contribuer à la protection de l'environnement, de la faune et de la flore, tout en aidant les populations locales vivant à leurs abords ? L'exemple africain est, à cet égard, passionnant.

Shuff, shuff, shuff... Bruits de pas dans la poussière ocre. Un petit troupeau d'éléphants s'approche, en route vers le point d'eau. Là papillonnent tourterelles et pintades, sous l'œil fausement indolent d'un groupe de lionnes, affalées nonchalamment, sous l'ombre salvatrice d'un acacia parasol. Vision d'une Afrique légendaire, mythique presque, rétrécie sinon oubliée. Souvenir de ces immenses troupeaux de pachydermes et de gnous faisant alors vibrer le sol de la savane est-africaine au rythme de leur pas. La nature à l'état brut palpait ici, au Kenya comme en Tanzanie, dans cette Afrique de la démesure où les animaux se comptaient autrefois par milliers, par millions.

Nous sommes dans les années 1960. Girafes, gnous, buffles, guépards ou léopards règnent alors en maître sur la savane, quintessence même de cette Afrique sauvage et extatique.

photographie : alain pons

Et puis, avec l'arrivée des années 1970, c'est la chute, l'hécatombe. Sécheresse et braconnage déciment les éléphants et les rhinocéros. Dans le parc national de Tsavo, les troupes d'antan ne sont plus que des souvenirs. Des 41 000 hôtes éléphantiques du parc, il ne restera à la fin des années 80 que quelque 5 000 individus, quant aux rhinocéros noirs, sur 20 000 présents sur le territoire kenyan en 1970, seuls 381 survivent, autant dire l'ombre d'eux-mêmes. Pour Peter Beard, photographe passionné de conservation, vouant une extrême passion pour la savane africaine qu'il a découverte en 1955 pour ne plus jamais l'abandonner, les années 1970 marquent un tournant décisif dans l'histoire de l'Afrique de l'Est, « le passage d'une vie sauvage à celui d'une vie artificielle, modifiée à jamais par l'empreinte indélébile de l'homme ».

Trente années ont passé, l'Afrique a bien changé, mais les éléphants, lions, léopards, guépards et autres gnous ont survécu, en partie grâce aux parcs et réserves et à la volonté d'une poignée d'hommes bien décidés à sauver ce rêve Africain. Le Kenya d'aujourd'hui, c'est 66 îlots et confettis de forêts et savanes, souvent encerclés de clôtures électrifiées. Cependant, « seuls 10% de la faune sauvage vit à l'intérieur de ces parcs et 40% dans les réserves privées » explique David Western, ancien directeur du Kenya Wildlife Service, aujourd'hui directeur de l'ONG African Conservation Centre. Et si ces parcs et réserves ne représentent que 8% du territoire, ils n'en constituent pas moins un maillon essentiel de la gestion de la faune sauvage sur l'ensemble du pays.

Il faut revenir un siècle en arrière pour voir la naissance de ces



photographie : alain pons

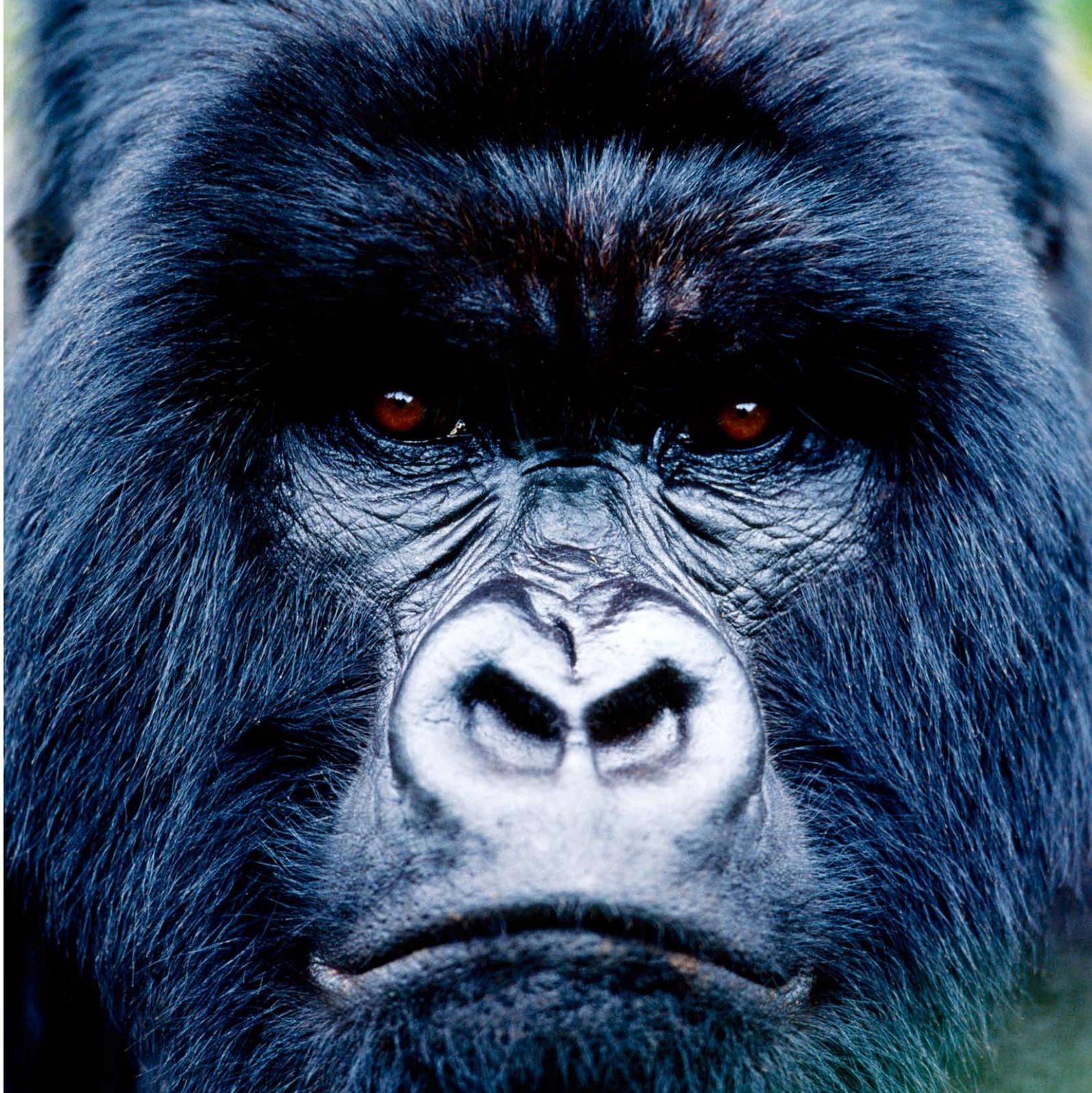
premières aires protégées. Le pays est alors sur le point de devenir officiellement colonie britannique, après un court passage sous protectorat allemand. Le Game Department, créée en 1906, à la faveur des colons, fervents adeptes des safaris de chasse, marque l'avènement des premières réserves, mais celles-ci n'existent que pour protéger une faune destinée à la chasse sportive. Puis, la pression des colons pour obtenir sans cesse de nouvelles terres afin d'y établir toujours plus de cultures incite le gouvernement colonial à créer les premiers parcs nationaux en 1947 tel que le parc national de Nairobi ou celui de Tsavo. Cependant l'érosion de la biodiversité s'accélère et les conflits opposant Hommes et faune sauvage ne cessent d'augmenter. Le gouvernement du Kenya, devenu entre temps, une république libre et indépendante, décide en 1977 d'instaurer une nouvelle politique de conservation et de gestion de la faune. Première mesure, le Game Department et les parcs nationaux sont fusionnés pour créer le Wildlife Conservation and Management Department, une nouvelle entité, entièrement gouvernementale, dont le but réside dans la protection de la faune et des communautés humaines vivant à son contact. « Mais ce fut une énorme erreur » commente David Western, « car ce département n'avait aucune autonomie et devint vite dans le climat post-colonial d'alors, extrêmement corrompu » et donc inefficace. Aucun des objectifs fixés ne fut atteint et la biodiversité continua sa lente et inexorable érosion. Les communautés deviennent de plus en plus hostiles vis-à-vis de ces parcs et leur faune dont elles ne voyaient aucune utilité puisque les revenus que l'un et l'autre généraient ne leur étaient en aucun cas redistribués. C'est l'époque 'Out of Africa', faisant suite à l'engouement sans borne suscité par le film de Sydney Pollack inspiré des mémoires de l'écrivaine danoise Karen Blixen. Les touristes avides d'une nature encore brute et indomptée, affluent vers le Kenya, à la recherche d'un rêve aux couleurs mordorées de la savane. Devant les lions, léopards et guépards, ce sont parfois 40 à 50 véhicules qui stationnent, en fin de journée, sur les pistes et il faut souvent patienter dans les embouteillages. Le Kenya revêt alors une image de tourisme de masse et ce sont plusieurs centaines de milliers de touristes qui affluent, inondant 5 à 6 parcs et réserves phares tel que Amboseli, Masai Mara, Nakuru ou Samburu, de centaines de minibus.

Cette époque marque également un nouveau tournant dans la politique de gestion de la faune. Les éléphants et les rhinocéros sont sur le point de disparaître sous les balles des braconniers

avidés d'ivoire et de cornes pour alimenter un lucratif commerce vers l'Asie notamment. Le président Daniel Arap Moi fait alors appel au très charismatique Richard Leakey pour prendre en charge le département de la faune qu'il va totalement restructurer. Une nouvelle politique, le « zebra book » est mise en place avec l'aide de prêts de la Banque Mondiale et de l'Union Européenne. Le KWS (Kenya Wildlife Service), entité autonome est né. « Le plus gros succès de Richard Leakey, c'est d'avoir donné un visage au mot conservation » commente Arend de Haas, directeur de l'African Conservation Foundation. Mais Richard Leakey est également l'acteur, avec l'aide des scientifiques de terrain Pierre Pfeffer, Iain et Oria Douglas-Hamilton, du sauvetage in-extremis des éléphants d'Afrique et de la lutte sans merci contre le braconnage.

Au milieu des années 90, un climat d'angoisse et de peur du terrorisme s'installe, dans le contexte de la guerre du Golfe, exacerbé par l'attentat contre l'ambassade des Etats-Unis à Nairobi en 1998, provoquant la fuite des touristes. « Les parcs étaient vides et de nombreux hôtels et lodges ont commencé à fermer » explique la photographe Christine Denis-Huot. « Tout le monde commençait à se poser la question de la survie de ces parcs étant donné l'énorme pression pour récupérer de nouvelles terres agricoles ». Il faudra près de 5 ans pour que les parcs se remplissent à nouveau et « une immense campagne pour redonner une image de marque au Kenya, loin du tourisme de masse et des sentiers battus » commente Laurent Gillot, à la tête d'Etendues Sauvages, une agence de voyage.

Cependant, si le tourisme rapporte chaque année environ 600 millions de dollars au Kenya, soit environ 10% du PIB du pays, les communautés locales ne sont pas encore suffisamment impliquées. Jusqu'à la fin des années 1990, « la plupart des Kenyans ne voyaient pas l'intérêt des parcs nationaux et les considéraient comme un équivalent de nos zoos occidentaux » explique le biologiste Arend de Haas. David Western, lors de son mandat à la tête du KWS entre 1994 et 1998 s'est attaché à « redonner les parcs aux kenyans » et à les inciter à mieux connaître leur patrimoine naturel. Et « aujourd'hui, 85% des kenyans pensent maintenant que la faune sauvage a une valeur et qu'il est donc important de la protéger » annonce non sans une certaine fierté le directeur de l'African Conservation Centre, et ce, d'autant plus que de nombreuses activités touristiques ont commencé à se développer en dehors des parcs, avec



photographie : cyril ruoso

l'aide du KWS et de différentes ONG. La réserve nationale de Masai Mara, prolongeant le parc national tanzanien du Serengeti, est, à cet égard, exceptionnelle. Une pionnière en matière d'implication des communautés locales dans la gestion de la faune et du tourisme. David Western souligne également que d'une manière très intéressante, tous les parcs autour desquels les communautés locales ont instauré des activités touristiques ont de bien meilleurs résultats en terme de conservation des espèces que les parcs nationaux sans tourisme dans leur zone tampon, cette zone intermédiaire entre une aire naturelle protégée et des espaces soumis à une forte anthropisation. Aujourd'hui, il apparaît de plus en plus évident que développement, conservation et tourisme soient directement liés et certainement indissociables. Si pendant longtemps, les habitants furent exclus, voire chassés des parcs nationaux, aujourd'hui, dans de nombreuses zones, une interface entre ces communautés locales et l'industrie touristique a été créée. Mais, ne risque-t-on pas une marchandisation de la nature ? Une question qui revient très souvent lorsqu'il est question de tourisme, une industrie, qui ne l'oublions pas, figure dans les plus importantes industries mondiales, en constante expansion. D'une certaine manière c'est indéniable, mais si dans les premières années, la création d'un parc national n'était motivé que par l'appât du gain, « aujourd'hui, le tourisme est devenu un moteur de la conservation » commente David Western. Sans oublier, note Arend de Haas, que « sans ces parcs et réserves, les populations de grands herbivores et de carnivores n'auraient certainement pas été sauvées de l'expansion agricole et du braconnage » les deux principales causes sous-jacentes à la perte de biodiversité au Kenya. Si les impacts négatifs sur la faune, en particulier sur les guépards se sont fait sentir il y a quelques années, lorsque les minibus les harcelaient et leur faisaient rater des chasses, aujourd'hui, les félins semblent ignorer ces minibus voire les utilisent comme termitière artificielle, donnant un inimitable point de vue sur la savane. Il faut dire que tant du côté du KWS que des entités locales, les contrôles se sont fait plus sévères et la sensibilisation des guides et chauffeurs plus systématique. Aujourd'hui, « l'enjeu de la conservation de la faune au Kenya réside très certainement, non seulement dans l'intégration des populations locales dans le processus de gestion global de la faune, mais également dans la résolution des conflits, de plus en plus nombreux entre les hommes et les animaux » explique Renaud Fulconis, directeur de l'ONG Awely, spécialisée dans ces questions. « Lorsque les zones protégées ne sont pas



peinture : danièle beck

suffisamment étendues, et qu'elles ne couvrent par exemple pas les routes migratoires de certaines espèces, comme c'est souvent le cas pour les éléphants, alors c'est un cul de sac pour la biodiversité » conclut Arend de Haas, mais aujourd'hui, c'est aux communautés locales de prendre les décisions ad hoc, avec l'aide du gouvernement et d'ONG, qui assureront l'avenir de la faune sauvage au Kenya.

En attendant, le ciel s'est soudainement couvert d'obèses nuages anthracites et les premières gouttes de pluie commencent à marteler le sol cramoisi du parc de Tsavo. L'air s'enivre d'une



photographie : alain pons

profonde odeur de terre mouillée. Loin des touristes et des tourments du monde, le petit groupe d'éléphants reprend la route, sous le regard un rien hautain mais néanmoins plein de grâce d'une girafe venue elle aussi s'abreuver. Magie de l'Afrique.

Immersion dans la nature brute, plongée au cœur d'une jungle mythique... La demande des occidentaux étouffés par le monde moderne pour ces voyages se fait de plus en plus grande. Au Rwanda et en Ouganda, l'idée a déjà fait son chemin depuis

longtemps et l'écotourisme aux gorilles de montagne attire plus de 15 000 personnes par an dans les trois parcs, à cheval sur les deux pays. A raison de près de 500\$ par personne désormais et pour une heure, les revenus apportés par les gorilles ne sont pas négligeables et permettent dans le seul parc de Bwindi l'emploi de 95 personnes. Plus à l'ouest, au cœur de l'Afrique centrale, l'histoire est tout autre. Point de touristes, du moins jusqu'à récemment. La situation politique houleuse dans la région ainsi que le climat rude et le difficile accès à la faune

se fondant dans l'imbricatio de la grande sylvie équatoriale y ont été pour beaucoup. Cependant, depuis quelques années, de nombreux pays regardent vers cette nouvelle manne en espérant pouvoir eux aussi en profiter. Le Gabon est de ceux-là. Mais l'écotourisme dans ces régions sera-t-il une solution ou bien une simple illusion ?

Août 2002, l'annonce de la création de 13 parcs nationaux au Gabon par le président Omar Bongo fait sensation. Jamais aussi vaste surface - 11% des terres émergées du pays - n'avait bénéficié d'un tel statut dans cette région d'Afrique centrale abritant l'une des trois plus grandes forêts tropicale humide de la planète avec l'Amazonie et l'Asie du Sud-Est.

« C'est un projet très important pour le pays » explique Caroline Tutin, primatologue basée dans le parc national de la Lopé, « l'aboutissement d'un long processus dans le but de protéger toutes les espèces emblématiques du Gabon mais aussi tous les écosystèmes ». En effet, scientifiques et ONG ont mené pendant plus d'une décennie des inventaires faunistiques et floristiques afin de déterminer les endroits clé à protéger. Ainsi, c'est un véritable réseau qui est né, répondant à des contraintes et demandes tant écologiques qu'économiques car, si ces parcs visent à terme la protection de cette biodiversité unique du bassin du Congo, ils ont également comme objectif de contribuer à la diversification de l'économie du pays par le tourisme. Une solution qui permettrait peut-être, à terme, à ces pays d'Afrique centrale rongés par la corruption, les dictatures et les guerres de se relever du marasme économique dans lequel ils se trouvent.

Deux ans et demi se sont écoulés et ces 'parcs de papier' ont commencé à prendre vie et à se concrétiser. S'ils donnaient au départ l'impression d'un vernis destiné à redorer l'image du gouvernement, une réelle volonté de protection du patrimoine naturel semble aujourd'hui se dessiner. 60 écogardes sont déjà employés par les parcs « ce qui est peu pour 3 millions d'hectares » note Franck Djimbi du Conseil National des Parcs Nationaux (CNP), une entité créée conjointement en 2002 et chargée de la coordination du réseau. Or des écogardes, les parcs en ont terriblement besoin car le trafic de viande de brousse sévit partout dans les forêts du bassin du Congo et le Gabon n'est pas épargné. Suite à la récession économique, les gens ont fui les villes pour retourner au village, « là où on ne meurt jamais de faim » explique Caroline Tutin. Sans emploi, ils se tournent vers la chasse aux abords des zones protégées encore riches de faune. Ce sont aussi des notables qui commanditent des expéditions en 4x4 et, comme le note Romain Calaque, directeur du parc national des plateaux Batéké « dans tous les cas, il ne s'agit plus de chasse de subsistance mais bel et bien de braconnage commercial ». Lors d'une saisie récente, continue Romain « les écogardes ont saisi 3 trompes d'éléphant fumées, 3 grandes défenses et 2 petites, 2 fusils calibre 12, 1 carabine calibre 458, 1 petit singe et 1 porc-épic ». Un vrai pillage et pour y mettre fin, il faut non seulement instaurer des programmes de sensibilisation et d'éducation auprès des communautés voisines des parcs mais aussi mener une vraie politique de répression à l'égard des braconniers et former de nouveaux écogardes, un projet en cours, avec l'aide des ONG internationales. Faire intervenir les populations locales reste LA priorité : ce sont elles qui pourront assurer à terme l'avenir de la biodiversité, si cette dernière leur permet, via des emplois, un apport de revenus substantiel sur le long terme. En Ouganda, ce système semble fonctionner et les 36 parcs, réserves et sanctuaires de faune contribuent à raison de 2% au PIB du pays, un chiffre aujourd'hui en hausse. C'est un vrai projet de développement durable, qui espérons-le, pourra également se concrétiser au Gabon et ailleurs dans le bassin du Congo.

« Les parcs du Gabon sont promis à un grand avenir » conclut Romain Calaque « mais malheureusement nous savons aussi que ces outils ne sont pas suffisants pour garantir la survie des gorilles, chimpanzés, éléphants et le maintien de la biodiversité en général ». D'autant plus que de nouvelles concessions d'exploitations minières et forestières viennent d'être accordées



photographie : alain pons

à des entreprises chinoises dont certaines passent à moins de 2 kilomètres de parcs nationaux et les animaux, eux, malheureusement, ne connaissent pas de frontières...

Souhaitons que la volonté politique et présidentielle soit entière et dépasse elle aussi les limites de ces parcs pour faire de la protection du patrimoine naturel une réelle priorité surpassant tous les autres intérêts économiques, peu viables à long terme !

A travers ces exemples, le bénéfice pouvant être tiré d'un écotourisme raisonné et durable semble tel qu'il donne immédiatement envie de sauter dans le premier avion venu afin de participer à la protection de l'environnement tout en aidant l'économie locale et en se faisant



immensément plaisir. Oui, mais... Car il y a toujours un 'mais'... Il existe toujours un revers de la médaille et n'oublions pas que ces voyages, de plus en plus fréquents - le tourisme ayant explosé ces dernières décennies - sont particulièrement polluants. Combien de tonnes de kérosène doivent être brûlées et rejetées dans l'atmosphère pour que nous puissions assouvir notre frénésie de nature en nous immergeant dans un paysage aux allures d'origines du monde ? Quelle réponse alors face à ce choix cornélien : voyager et agir pour l'environnement et les peuples ou bien ne pas voyager pour éviter de contribuer au réchauffement climatique mais priver de fait l'économie locale de devises ? A court et moyen terme ce deuxième choix pourrait également avoir un effet dévastateur car sans tourisme, à quoi bon protéger gorilles, zèbres, girafes et autres éléphants puisqu'ils pourraient aussi être vendus pour leur ivoire ou comme trophée par exemple ? Tout réside probablement dans un juste équilibre à trouver. Par ailleurs, il est important de garder également à l'esprit que la déforestation contribue à hauteur de plus de 25% aux émissions de gaz à effet de serre, près de 10 fois plus que les transports. Ceci ne signifie surtout pas qu'il faut continuer allègrement à prendre l'avion ou la voiture sans se soucier de son impact, de son empreinte environnementale. Cette utilisation plus parcimonieuse des transports hautement polluants doit en effet aller de pair avec une réflexion de fond sur ses habitudes de consommation notamment de produits issus d'une exploitation des forêts tropicales tels que meubles de jardin - c'est bientôt l'été et les campagnes de publicité vantant ce mobilier « exotique » fleurissent dans toutes les villes de France et d'Europe - cosmétiques, produits alimentaires manufacturés ou encore « bio » carburants. C'est uniquement ainsi qu'un écotourisme fiable et raisonné - à l'opposé du tourisme de masse - peut préserver et sauver divers écosystèmes et notamment les forêts tropicales du bassin du Congo et leur biodiversité à l'instar des écosystèmes d'Afrique de l'Est. ▣

Ce texte est en partie tiré d'une enquête réalisée pour ANIMAN

peinture : danièle beck



escale verte dans les antilles bleues, ou les nobles vertus de l'ecolodging à saba

texte & photographies
par aurélia coulaty

Il a fallu, d'abord, s'excuser de sa destination : oui, le tourisme de masse a ruiné une bonne partie des Caraïbes. Oui, les villas mégalomanes, toujours plus près de la mer. Oui, les boutiques de détaxe, le bétonnage des rives, le mensonge de l'artisanat, l'insupportable contentement du vacancier, même... Oui, ces bateaux de croisière qui déversent et ravalent, à quelques heures d'intervalles, des milliers d'extra-terrestres en shorts et casquettes entamant une shopping-course contre la montre dans la seule rue vivante d'une ville née pour eux...

Mais il n'y a pas que ça. Il n'y a pas que des plages appartenant à des hôtels où l'on vous range sur des chaises longues en exigeant votre bracelet. Il n'y a pas que des îles qui survivent grâce aux plages, qui appartiennent à des hôtels qui vous remettent des bons de casino, trois télécommandes, et la liste des soirées organisées dans la salle de réception...





Il y a des archipels calmes et des paradis tropicaux. Des gâteaux de verdure, pas encore morcelés, parcourus de sentiers où l'on flâne et respire. Et quelques bons exemples de gestion douce du patrimoine naturel.

Il y a Saba, et son Ecolodge.

C'est une île à part. Et une philosophie faite hôtel.

Entre St Martin et St Eustache s'élève un volcan aux falaises noires, dont le corps plonge à pic dans les rouleaux de vagues et le sommet disparaît dans les nuages. Nous sommes dans le Royaume des Antilles Néerlandaises, et la montagne de Saba en est le plus haut sommet. Treize kilomètres carrés de verdure, neuf cents mètres de dénivelé, une île ronde comme un visage et parcourue d'un grand sourire : la route, qui part de Wells Bay à Spring Bay (« Bonne Baie » et « Baie du Printemps »), s'étend, heureuse, toute en travers.

Lors de ma première visite il y a quelques années, les oiseaux étaient là, les cochons rapides, la nature splendide et le soleil clément. Une alternative audacieuse aux clones de l'hébergement caribéen venait d'y voir le jour : au terme de la route qui mène à Mount Scenery, sous l'écharpe blanche de nuages enserrant le sommet de l'île, le biologiste marin Tom Van't Hof et sa femme Heleen terminaient la construction d'une dizaine de petits cottages autonomes, en pleine forêt équatoriale. L'Ecolodge tiendrait-il le coup, dans l'arc saturé des Antilles ?

Quatre ans plus tard et trois voyages plus loin, Saba n'a pas changé. Les jours de grand beau, la mer éclate comme une chose impossible. Sur l'immense tapis bleu, parcouru de poissons volants, on suit la ligne imaginaire qui vous mène de la Dominique à Puerto Rico. En face la montagne, fumant sous ses nuages, et la promesse verte et voilée d'un riche territoire terrestre en plein univers marin. Derrière, l'océan. Pour une fois, derrière. À l'occasion de la construction du port – en 1972, soit tardivement par rapport à ceux des Antilles voisines – la route a fait un crochet de plus. Pas d'embouteillage : depuis l'arrivée de la première voiture, il y a soixante ans de cela, une petite vingtaine de taxibus drivers se partage la chaussée avec les résidents de l'île. Le mien tire des bords sur la montagne, et pile juste là où la route s'arrête. « Say Hi to Tom. Tell him Joe's comin' for diner tonight » sourit-il, avant d'amorcer la descente et de disparaître

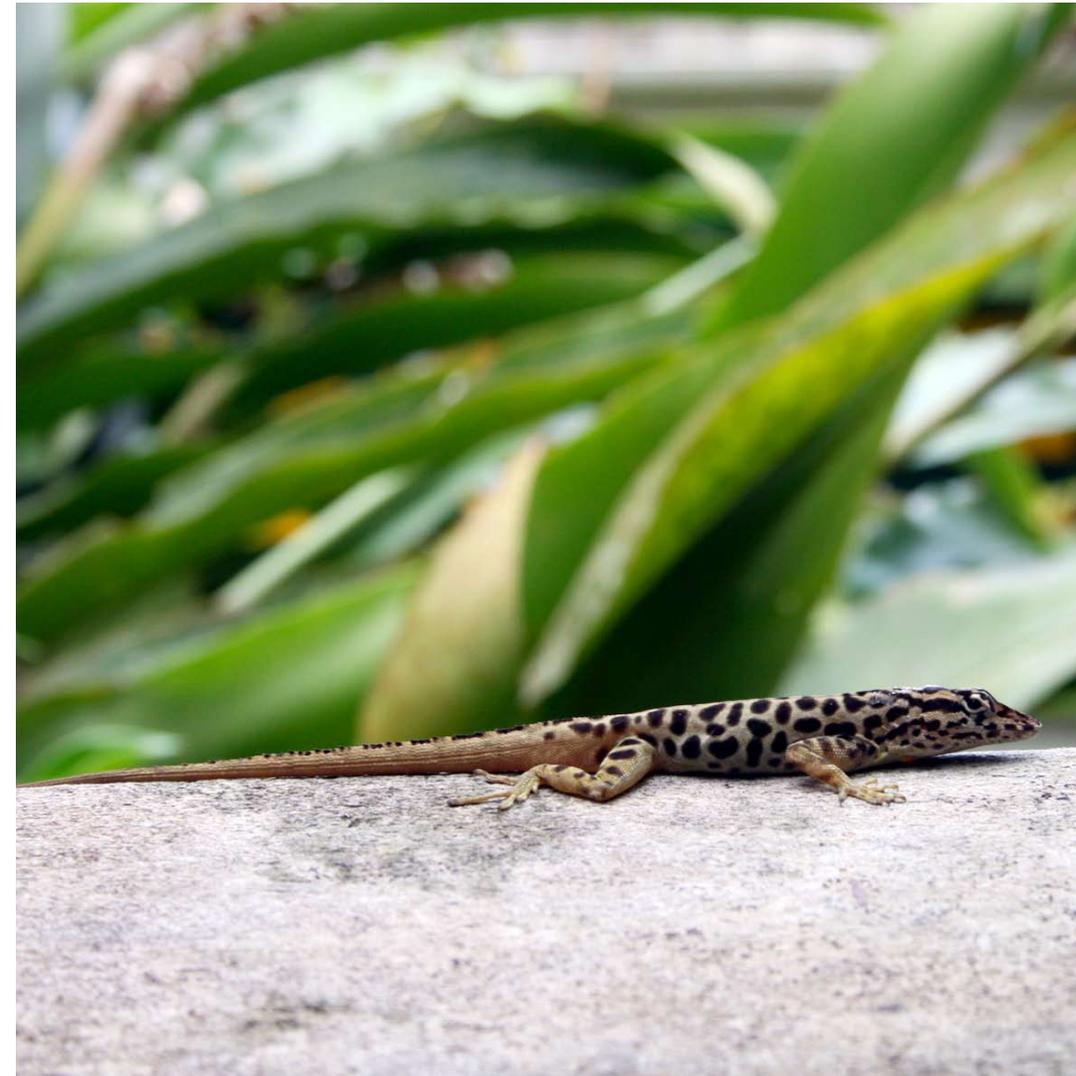
dans le triangle sombre que découpent, sur l'océan, les versants de Mount Scenery.

Pour rejoindre l'Ecolodge, il faut marcher un peu. Du dernier plateau d'asphalte s'échappe un chemin de traverse qui cavale quelques minutes dans la forêt tropicale. Bordé d'acajous de montagne et d'un muret disparaissant sous des oreilles d'éléphant, c'est l'un des quarante-cinq sentiers ouverts à la randonnée sur Saba. Chacune de ces pistes traverse des terres privées, sans que pointe l'ombre d'un grillage ou d'un avertissement. Depuis que Tom, en 1987, a créé la Saba Conservation Foundation, les insulaires ont commencé à entretenir les chemins et à les considérer comme un bien commun. Comme toutes ses sœurs de l'arc des Antilles, l'île a un titre, qu'il lui faut conserver : The Unspoiled Queen (« la Reine Vierge ») se présente comme un modèle rare de développement contrôlé, offrant au tourisme une autre Caraïbe, verte et humide, vivante, protégée.

Cela n'a pas été facile... Il me tarde de retrouver Tom, pour lui demander si les mauvais jours sont bien passés.

Le sentier aboutit devant un porche naturel, croulant sous le poids des hibiscus et des suzannes aux yeux noirs. Une allée centrale serpente entre les parterres de fleurs, et gravit la montagne. On aperçoit aussitôt, à bâbord, le jardin bio entretenu à flanc de colline et ponctué de papayers. La réception de l'Ecolodge le surplombe. Il s'agit là d'un bâtiment de construction anglaise, avec des fenêtres à guillotine et des volets anti-ouragans, levés en clapets de kiosque. Comme la plupart des maisons de Saba, construites par des colons européens venus d'Angleterre et de Hollande, celle-ci respecte le code de couleurs et l'architecture propres à l'île : une structure simple de panneaux de bois, montée sur des fondations de pierre, couverte de bardeaux blancs et de boiseries vertes. Plongée dans l'obscurité, la grande pièce cernée par une végétation luxuriante abrite également le Rainforest Restaurant. Tout y est sobre, discret, et terriblement romantique. Le soir, à la lumière des bougies, les ornements floraux des murs et des portes vous y entourent comme une forêt magique. Le jour, de jeunes volontaires venus de Hollande y préparent des sorbets du jardin et, les mains juteuses, vous remettent la clef de votre nouveau nid.

Je prends la direction de ma cabane, et soupire en m'engouffrant dans un tunnel de fougères :



rien n'a changé. C'est encore mieux que ça : la propriété entière semble disparaître sous la végétation. Mais la balance est juste. L'Homme, ici, n'envahit pas le milieu ambiant, pas plus que la nature n'opprime son territoire.

Désormais, douze cottages de bois sont disséminés entre les arbres. Chacun d'entre eux fonctionne à l'énergie solaire, et se trouve relié au panneau principal placé derrière le restaurant. On remarque également de grands tubes de PVC noir fixés sur les toits : la pluie étant la seule source d'eau douce sur Saba, le principe des citernes a été rapidement adopté par les habitants de l'île. L'Ecolodge en utilise une, placée au centre du domaine. Une pompe solaire amène l'eau jusqu'au point le plus haut de la propriété d'où elle s'écoule par gravité, à partir de ce deuxième réservoir, vers les douze citernes en contrebas, accolées aux cabanes. L'eau remonte alors sur les toits par un système de pompe naturelle où elle est stockée, toute la journée, dans ces tubes qui chauffent au soleil.

Les cottages, hauts sur pattes, sont flanqués d'un deck qui domine la canopée et l'océan. Les portes d'écurie à quatre battants ouvrent sur de grandes chambres lumineuses aux fenêtres tendues de moustiquaire. Les salles de bain sont ravitaillées par l'eau des citernes et les toilettes, comme celles des bateaux, vidées par chasse lente dans un compost qui les transformera en matière organique. Tout y est pensé pour avoir un impact minimal sur l'environnement, depuis le traitement des boiseries à l'ACQ (un mélange d'antifongique bio et de cuivre recyclé), jusqu'aux parures de lit, en chanvre naturel ou coton biologique.

Ma maisonnette s'appelle Herb's Garden (« le jardin d'aromates »). Une passiflore est montée à l'assaut de la pergola, inon-



dant la terrasse de fruits de la passion. Des oiseaux-mouches parcourent la tresse rouge des héliconias. À l'intérieur, les panneaux de bois ressemblent à des planches d'herbier. Chacune des habitations, ornementée d'aquarelles d'Heleen, illustre ainsi un monde différent de l'univers naturel.

Ils sont tombés dedans... Heleen a rencontré Tom à Bonaire en 1975, où il venait de mettre en place un des parcs naturels marins les plus réputés de l'archipel. Ce biologiste de renom, intransigeant sur les questions d'économie environnementale, compte à son actif vingt-cinq années de « conservation ». Fondateur des réserves naturelles de Bonaire, Curaçao et Saba (Dutch West Indies), c'est sous les traits d'un modeste animateur qu'il m'est apparu, la première fois : il commentait la projection de diapositives du Rainforest Restaurant, offrant aux randonneurs de passage une étude de mœurs des espèces endémiques susceptibles d'être croisées sur les chemins de Saba. C'est une institution : les ren-

contres du mercredi soir permettent au biologiste de poursuivre son travail d'éducation environnementale.

Pour Tom, l'écotourisme est une approche logique de l'univers particulier de Saba. L'île est restée longtemps en dehors des circuits parce que le port, l'aéroport, la route ont été construits tardivement, parce qu'il n'y a pas de plage et que la montagne retient les nuages. Certains coins du monde particulièrement bien préservés encouragent des initiatives similaires : en Amé-

rique Centrale, en Afrique, la vie sauvage est riche et la demande pour ce genre d'établissements a trouvé son marché au sein de l'économie touristique. Pour Tom, il s'agissait ici d'une course contre la montre, au vu du développement incontrôlé des Antilles. Il fallait rapidement, dès l'ouverture de l'île aux visiteurs, prendre des mesures de protection environnementale et donner un titre à Saba. Encourager un tourisme respectueux de l'habitat naturel, venu trouver autre chose dans les Antilles.

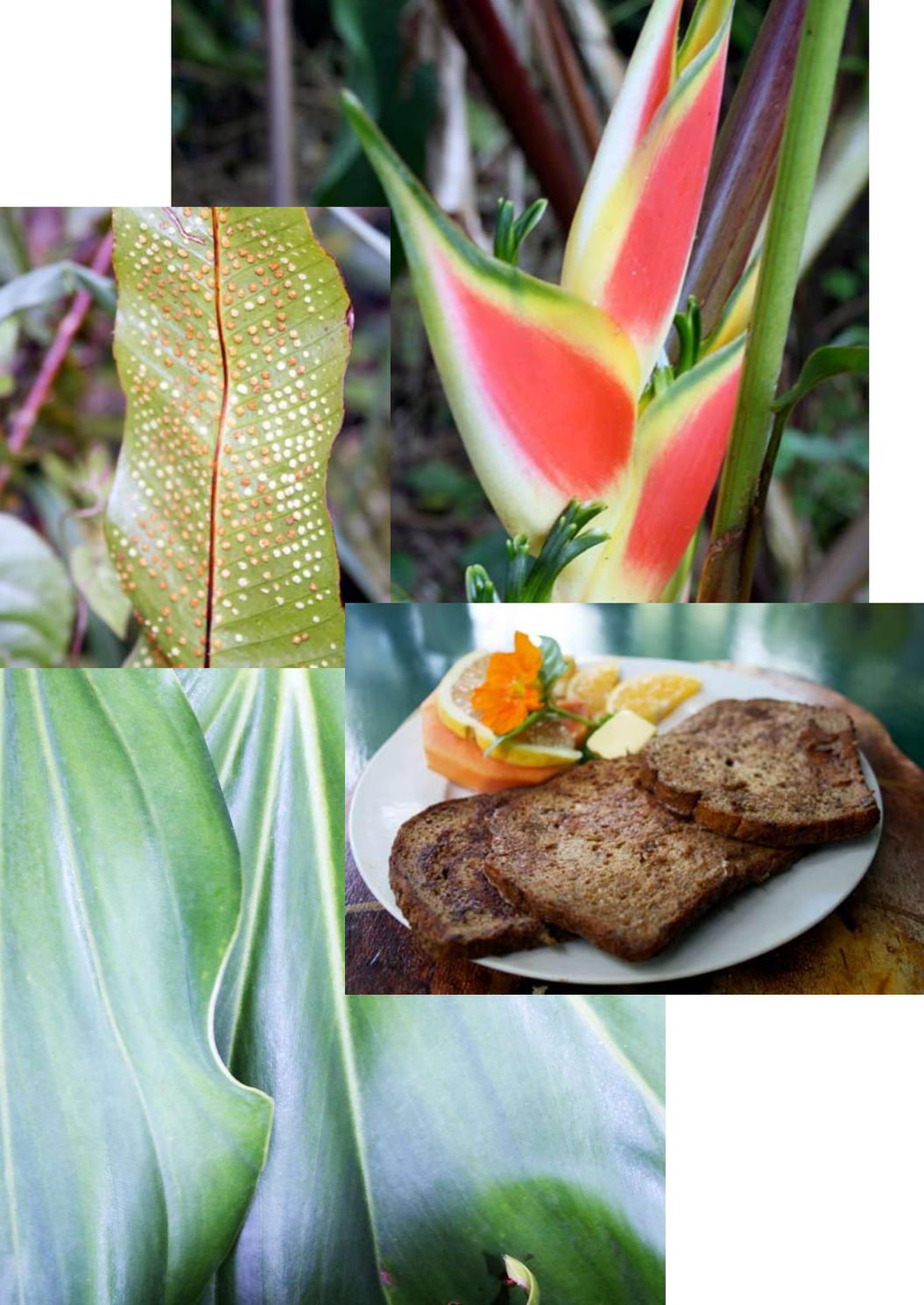
Tout s'y prêtait : du côté des Hommes, un isolement relatif, et un peuplement progressif (Indiens Cibony, Arawaks, Caribe, Taino, colons et pirates anglais, Espagnols, Français, Néerlandais), avaient jeté les bases d'une construction sociale, modulée par le départ des communautés successives suite aux changements de gouvernance. Aujourd'hui encore, la faible occupation humaine (pas plus de 9% à l'heure actuelle) rappelle que Saba n'a jamais vraiment intéressé le monde : l'approche difficile des côtes, le climat humide sont restés le contrepoint des attractions naturelles. L'environnement est demeuré vierge, et Saba « unspoiled » : on inscrit ses fonds marins à la liste des meilleurs spots de plongée, et sa richesse avicole ou florale dans les bibles des naturalistes. C'est l'île des Caraïbes qui héberge la plus importante reproduction d'oiseaux tropicaux tandis que quelques espèces endémiques uniques – tel l'anole de Saba, petit lézard moucheté – y vivent gentiment.

« Alors bien sûr, dit Tom, 95% des terres sont privées, et les développeurs immobiliers commencent à roder dans le coin. Mais nous ne sommes ni à St Barth, ni dans les Îles Moustique. Sans piste d'atterrissage pour les jets, les riches et célèbres ne s'approprient pas la côte. »

Le lendemain, au petit-déjeuner, Heleen m'explique les dessous de cet optimisme : si, dans les îles avoisinantes, le gouvernement n'a pas su préserver la poule aux œufs d'or, envisageant sur le court terme les bénéfices du tourisme outrancier, celui de Saba s'est montré mesuré et prudent, somme toute coopératif. Ce sont, bien sûr, les avantages économiques de son orientation qui l'intéressent, plutôt que les avancées en protection environnementale, mais c'est déjà ça de gagné.

Cette satisfaction se ressent positivement au niveau des réservations de l'Ecolodge. Alors que, pour les établissements de l'île ayant tablé sur le tourisme de luxe, le taux d'occupation des





chambres ne dépasse pas cette année les 10%, les petits cottages de la montagne ne désespèrent pas. Sans doute parce qu'ils tissent une correspondance entre ce que l'île a à offrir et la façon dont on vient vivre cette expérience. Je louche sur l'assiette colorée que l'on me sert avec le café. Pain perdu, confiture de framboises sauvages, beurre fermier, jus de goyave du jardin, fleur d'hibiscus rouge comestible... Heleen a raison : contempler, par la fenêtre, le potager même qui a rempli votre table vous remplit d'aise.

Et pour les points négatifs ?

« Talk to Tom, he's much more pragmatic ! » dit Heleen en s'enfuyant... Elle doit se rendre à l'église du Bottom (l'un des quatre villages de l'île, situé, comme le nom l'indique, tout en bas), pour retoucher la grande fresque tropicale qui entoure l'autel : la peinture, par endroits, a été rongée par le sel que contiennent les murs de sable.

Tom est en vadrouille, mais je rencontre Mardji, le jardinier, au détour d'une allée de poivrons doux. Venu du Suriname pour la construction du port de commerce il y a une trentaine d'années, cet ex-comptable de Paramaribo affirme que ses cheveux ont cessé de griser le jour où il s'est lancé dans les plants de légumes. Depuis que Tom a décidé de fabriquer un sauna, soit une version plus élaborée de l'ancien sweat lodge, Mardji a délaissé son potager. Et comme le restaurant ne désespère pas, il faut tenir le rythme. Garder, par exemple, les tomates à l'œil : même si tout pousse très vite, on manque diablement de soleil, à cinq cents mètres d'altitude, sous le rideau des nuages...

L'Ecolodge, demande énormément de travail : on ne se facilite pas la vie, à choisir de faire les choses « bien », mais c'est extrêmement gratifiant, me confiera Tom au goûter... Le plus difficile, ce n'est pas l'effort mais la résistance. Sur ces anciennes terres agricoles, Tom a fait repartir la forêt secondaire. À ce niveau, pas de souci ; une fois chez lui, il a pu faire ce qu'il voulait. Mais son arrivée sur l'île, et les étapes de création du parc marin ont été difficiles :

« Les gens sentaient que j'allais trop vite, je recevais des menaces, on voulait me casser la figure. Le journal de l'île me présentait comme un voleur de terres, parce que je voulais les protéger. La délimitation des zones de pêche a été mal perçue, on ne voulait rien changer à ses habitudes. Je savais que je resterais un étranger. »

Aujourd'hui, les insulaires ont passé l'éponge. L'Ecolodge attire du monde, ne présente pas de



concurrence directe aux autres établissements, et fait du bon boulot. Ses clients sont plus aventureux, quoique la nouvelle génération (Bernt, le fils cuisinier, et sa femme Dana) semble vouloir moderniser les installations.

« Les enfants disent que l'électricité simplifierait les choses, chuchote-t-il en secouant la tête. Certains se plaignent de se doucher à l'eau tiède, les jours de mauvais temps. Mais je préfère investir encore dans des méthodes alternatives, et continuerai à l'énergie solaire qui reste économique et préserve nos réserves fossiles... J'ai déjà construit une « piscine psychologique », pour qu'on se sente un peu plus à l'hôtel... Ça suffit, non ? »

En quittant Saba, on en a plein les yeux, et plein les mollets... Ceux qui plongent auront vu, dans le royaume sous-marin tapissé d'éponges tubulaires, des poissons-perroquets zigzaguant entre les bancs de mérus, des tortues endormies sur les vergers de corail, et, parfois, d'admirables requins gris de récifs sillonnant les courants profonds. Ceux qui marchent auront observé le vol et les caches d'une soixantaine d'oiseaux marins, quantité d'orchidées sauvages se gorgeant d'eau sur le tronc des arbres, d'énormes bernard-l'hermite caracolant dans la forêt, et des panoramas spectaculaires sur les îles alentour. Et pour ceux qui ne font rien, il y aura eu la forêt, et sa présence pleine. Au coucher du soleil, étendu dans son hamac, on est entouré du cri des grenouilles coquí. L'air est sucré sur les lèvres, les buissons de jasmin bruissent doucement entre les cottages. Pour Tom et Heleen, il faudra encore composer avec le temps qui passe, et la sainte volonté de la nature. Si seulement on pouvait tenir avec ce qui pousse ici... Si seulement il y avait moins de nuages, pour les panneaux solaires... Si seulement il n'y avait pas d'ouragans, on mettrait des éoliennes...

La nuit tombe. Du Rainforest Restaurant s'échappe le fumet aguicheur d'un curry rouge de crevettes au coco.

« Après tout, ce ne serait pas pareil. On deviendrait trop performants. »

Tom fait un clin d'œil à Heleen, sourit largement. Son fils l'attend en cuisine. ▣

sites web :

www.sabatourism.com

www.ecolodge-saba.com

l'homme est un singe comme les autres

Un livre qui dévoile la face humaine des grands singes et fait découvrir nos profondes similitudes tout en tordant le cou à certains préjugés. Un 'beau livre' avec des photos inédites de grands singes, mis en parallèle avec son cousin l'Homme : un résultat troublant et captivant qui montre combien l'origine de nos comportements et nos compétences sont ancrées dans le monde des grands singes. Un ouvrage qui se veut aussi un plaidoyer et un cri d'alarme sur leur disparition programmée et sur l'urgence de les sauver.

Editions Hachette Pratique
De Emmanuelle Grundmann (Texte),
Cyril Ruoso & Dominique Fontenat (Photos)
ISBN 9782012375352
Prix 29,90 euros





photographie : cyril ruoso

agenda



SEMD :

le salon de l'environnement
et des métiers durables
du 12 au 14 juin 2008

photographie : alain pons

SEMD

« créer de nouvelles richesses sans nuire à ce qui nous entoure »

L'environnement est au cœur des enjeux et préoccupations de plus en plus d'entreprises, des collectivités comme des citoyens. Les 3 journées du Salon de l'Environnement et des Métiers Durables sont l'occasion pour tous les professionnels des secteurs privé et public, mais aussi pour tout un chacun, de découvrir des solutions, conseils et technologies environnementales concrètes et innovantes. 8 secteurs d'activités seront représentés : l'eau, l'agriculture, l'énergie, les déchets, les transports, le BTP, la chimie, les services et le salon sera l'occasion d'échanges transversaux entre ces secteurs.

Un cycle de 17 conférences animées par les acteurs clefs du Grenelle de l'environnement se tiendra pendant les trois jours du salon. Vous y retrouverez notamment Nathalie Kosciusko-Morizet et Jacques Attali.

le salon de l'environnement
et des métiers durables...

du 12 au 14 Juin 2008

www.semd.fr

www.semd.fr/E-invitationSEMD.html

jeudi : de 12h00 à 22h00

vendredi & samedi : de 9h30 à 19h00

jeudi et vendredi réservés aux
professionnels

Palais Brogniart
Place de la Bourse
75002 Paris



agenda

cabinet de lecture

une poésie de l'absence

par emmanuelle grundmann



Frédéric Lecloux

[Hommage à Nicolas Bouvier]

le bec en l'air
© 2011, 2012

Il y a tout d'abord cette photographie d'un matelas, abandonné dans un paysage trop grand. Un matelas à carreaux rouges et beiges dans lequel aucun corps n'y avait (encore) laissé son empreinte.

Une absence.

Ces absences, il en fourmille à travers le livre. Des émouvantes, des poignantes, des belles, des mélancoliques et des tragiques. Celle de Nicolas Bouvier tout d'abord, à qui ce voyage poétique et photographique rend hommage. Le plus bel hommage qui soit. Pendant une année, le photographe Frédéric Lecloux a sillonné les routes, en famille, des pays de l'Ex-Yougoslavie à l'Afghanistan en passant par l'Iran ou encore le Pakistan. Un voyage tel qu'on ne les fait plus, où on laisse le temps et les paysages nous envahir, nous posséder.

Si les absences sont omniprésentes, les rencontres foisonnent également. Petites, anecdotiques, insolites, humaines parfois, toujours belles et chargées d'histoires.

Je n'ai pas voulu lire le texte en ouvrant le livre mais dans un premier temps me laisser envahir par ces images incroyables et pénétrer chacun de ces mondes en m'inventant ma propre histoire. Car c'est à cela aussi qu'invite Frédéric Lecloux. A se conter son propre voyage, au-delà de celui, bien réel, qu'il a mené.

cabinet de lecture

Une piscine vidée, laissant apercevoir un carrelage bleu écaillé et quelques feuilles mortes, signes d'un temps qui a passé, une cage et un chardonneret pépiançant posée sur une neige épaisse ou encore ce lavabo désormais disparu, mais dont les contours ont été soigneusement tracés sous le robinet, toujours solidement attaché au mur, lui. Ces images ne laissent certainement pas indifférent et parlent d'elles-mêmes. Impossible de passer à côté de ce bus aux allures surréalistes, renversé et vidé de sa substance, réduit à sa seule carcasse supérieure, négligemment posé dans un paysage noir et blanc, rude. Que fait-il là ? Que lui est-il arrivé ? C'est un scénario de fin du monde qui s'invite dans ma pensée tandis que je plonge dans cet instantané pris sur la route et je reste également un long moment perdue dans la vision de ces rails et traverses de chemin de fer, stoppés net au bord d'un lac englué dans la brume poisseuse. Des rencontres égrainent ce parcours, dispensant une chaleur bienfaitrice dans des paysages balayés par la neige et les vents glacés, tandis que l'histoire de ces lieux et de ces personnes se poursuit au fil des lignes écrites par l'auteur au cours de son périple. On plonge dans ce livre avec une délectation rare et il faut avouer qu'on peine à le refermer tant l'attraction qu'il exerce s'avère puissante. Frédéric Lecloux écrit à propos de « L'usage de monde » de Nicolas Bouvier que c'est un ouvrage « qui vous lie, ou vous enlise [...] Dans un premier temps, vous ne pouvez plus rien lire d'autre, passe encore... Mais un jour, vous ne pouvez rien lire du tout, pétrifié par l'étourdissante perfection avec laquelle ce texte [...] scintille au-dessus de la polyphonie du monde. »

« L'usure du monde » est aussi, en images, l'un de ces ouvrages. ▣

L'usure du monde

Photographies et textes Frédéric Lecloux

Préface Eliane Bouvier

Postface Christian Caujolle

Éditions Le bec en l'air

45 euros

ISBN 978-2-916073-33-0



Bords de Save, Zagreb, Croatie, 2004 © Frédéric Lecloux/Vu'

A DECOUVRIR...

Musical en vers - Musique allant vers



un conte à mettre entre toutes les oreilles

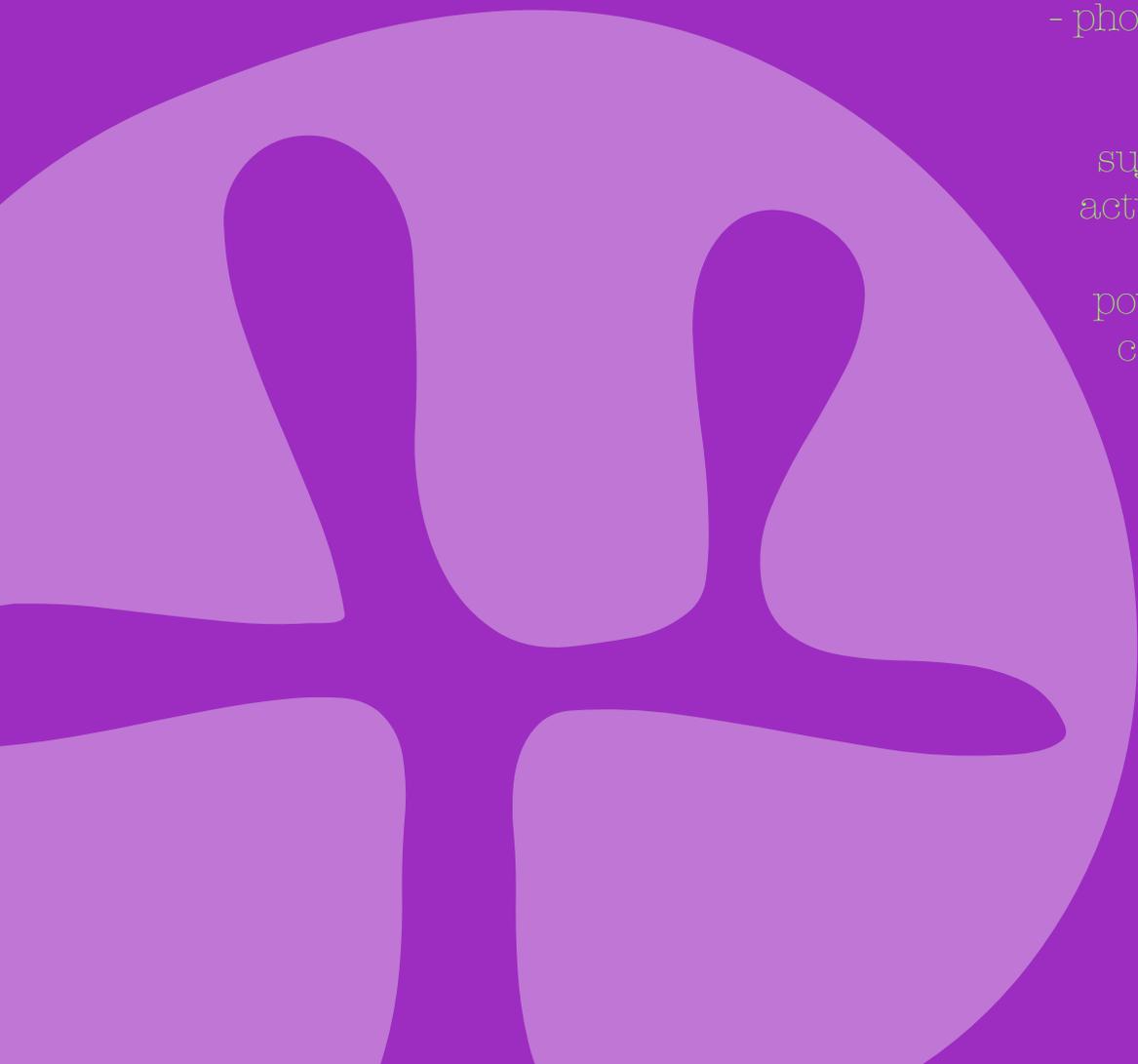
www.pourpenser.com/petiteterre

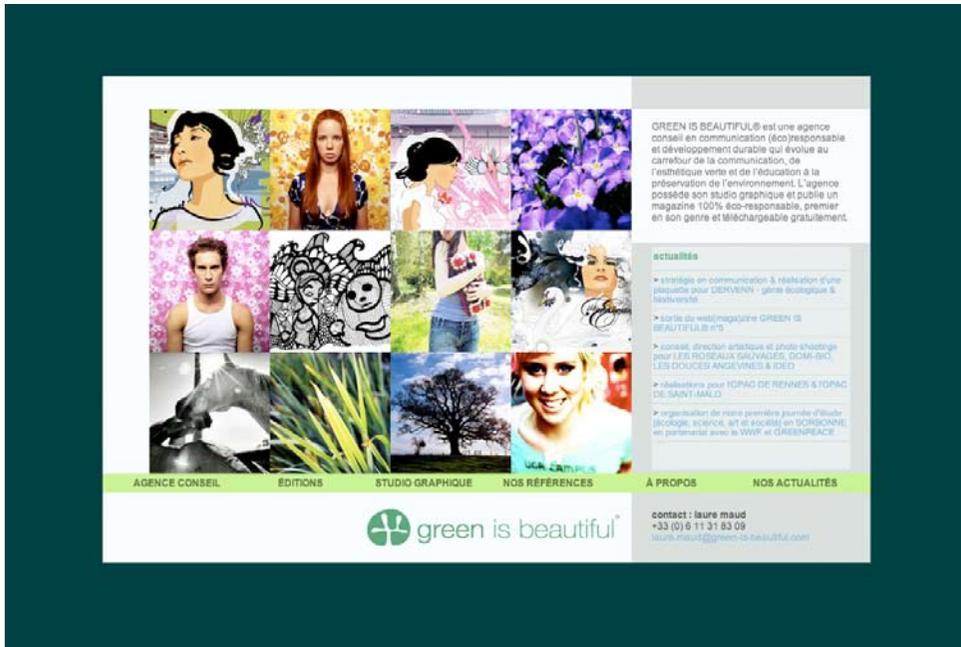
devenir annonceur

publication gratuite et téléchargée aujourd'hui par 25 000 lecteurs, green is beautiful® est un web(maga)zine réalisé par des scientifiques et des professionnels de la communication éco-responsable - photographes, illustrateurs, graphistes, et journalistes - traitant de l'actualité du développement durable tout en livrant des réflexions de fond sur de nombreux sujets comme les comportements éco-responsables, les actualités du monde scientifique et de l'esthétique verte.

pour soutenir et communiquer sur green is beautiful®, contactez-nous et prenez connaissance de nos tarifs : laure.maud@green-is-beautiful.com

green is beautiful® vous conseille, conçoit et réalise vos annonces publicitaires. découvrez nos réalisations sur notre site web, dans la rubrique 'studio graphique' : www.green-is-beautiful.com





GREEN IS BEAUTIFUL® est une agence conseil en communication (éco)responsable & développement durable, qui évolue au carrefour de la communication, de l'accompagnement de stratégie RSE, de l'esthétique verte ainsi que de l'éducation au développement durable et à la préservation de l'environnement.

L'agence possède son studio graphique (graphisme, web design, développement web, photographie, illustration, photomontage, etc.) et met à votre disposition son équipe de rédacteurs pour la réalisation de contenu éditorial journalistique, scientifique ou institutionnel (plaquettes, sites web, journaux internes, contenus pour blogs d'entreprise, etc.).

www.green-is-beautiful.com

pour retrouver nos précédents numéros :

www.green-is-beautiful.com/-NOTRE-WEB-MAGA-ZINE-.html

